

Université Abderrahmane Mira de Bejaia
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economique

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Economique
Option : Economie du Développement et Gouvernance

Thème

Gouvernance et Développement local:
Cas de la commune de Bejaia

Présenté par :

KORICHI Fairouz

Sous la direction de :

M'. NAIT CHABANE A/Latif

2015/2016

Remerciements

Je tiens à adresser, par ces quelques mots, l'expression de mes plus sincères remerciements.

Ceux-ci sont destinés, essentiellement, à mon encadreur Mr NAIT CHABANE pour, ses remarques pertinentes, ses conseils, ses recommandations objectives et sa patience inébranlable. Je le remercie d'avoir bien voulu m'encadrer et me guider tout au long de mon travail ainsi que pour la qualité de la formation dont j'ai pu bénéficier.

Je tiens, également, à remercier les membres du jury d'avoir accepté d'évaluer et de juger mon travail ainsi que pour les remarques constructives qu'ils ont émis.

Enfin, je remercie toutes les personnes ayant contribué à l'aboutissement de ce travail, notamment celles ayant répondu à mon questionnaire et m'ont favorablement accueilli ainsi que toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail, sans oublier tout le personnel enseignant et administratif de l'université de Bejaia.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A mes chers parents ;

A mes frères et à ma sœur ;

A mes amis ;

A tous ceux qui me sont chers.

Liste des abréviations

AAI : Autorités administratives indépendantes

ADE : les Administrations Déconcentrées de l'Etat

ANSEJ : L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

APC : Assemblée Populaire Communale

APW: Assemblée Populaire de Wilaya

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale

DI : District industriel

FGAR : le Fonds de Garanties

FMI : Fond monétaire international

ONG : Organisation Non gouvernementale

OCDE : Organisation pour la coopération, et le développement Economique

PAS : Plan d'Ajustement Structurel

PCD : Les Plans Communaux de Développement

PCSCE : Le Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance Economique

PIL : Programmes d'Industries Locales

PME : La Petite et Moyenne Entreprise

PME-PMI : La Petite et Moyenne Entreprise/La petite et Moyenne Industrie

PNUD : Le programme des Nations Unis

PSRE : Plan de Soutien à la Relance Economique

SPL : Système Productif Locaux

SNAT: Le Schéma National d'Aménagement du Territoire

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : Le développement local : Approche théorique.....	3
Introduction.....	3
Section 1 : historique et l’approche territoriale du développement local.....	4
Section 2 : définition et mode du développement local.....	14
Section 3 : les outils, composantes et objectifs du développement local.....	18
Conclusion.....	20
Chapitre 2 : Gouvernance locale : concepts et définitions.....	21
Introduction.....	21
Section 1 : Gouvernance : origine et définition.....	22
Section 2 : Gouvernance locale.....	28
Section 3 : Indicateurs et caractéristiques de Gouvernance Locale.....	31
Conclusion.....	34
Chapitre 3 : Essai d’analyse de la relation développement local-gouvernance.....	35
Introduction.....	35
Section 1 : développement local et gouvernance locale en Algérie : quelles relations.....	36
Section 2 : présentation de l’enquête.....	44
Section 3 : Résultats et analyse de la gouvernance locale et développement local dans La commune de Bejaia.....	50
Conclusion.....	78
Conclusion générale	79
Bibliographie	

Introduction générale

Introduction générale

Introduction générale

Les crises vécues, dans le monde entier, à partir des années 1970, ont pu montrer l'intérêt croissant porté au local comme niveau important dans l'analyse économique et son rôle dans l'émergence de propositions inédites, le local fait référence à une échelle, de taille variable, qui suppose une certaine cohérence dans l'organisation des acteurs et de leurs activités. Le territoire se voit alors comme une interprétation majeure du local et émerge ainsi comme niveau pertinent de réflexion et d'action économiques. Il apparaît alors très important de s'intéresser aux relations entre les acteurs du territoire car, il ressort que le développement local dépend fortement de l'état et de la nature des interactions prévalant entre ces acteurs. Par ailleurs, la question de la gouvernance territoriale se situe ainsi dans le contexte de l'implication des acteurs locaux dans les dynamiques de développement, dans leur capacité à se mobiliser, à se coordonner et à prendre en charge la satisfaction de leurs besoins et d'éclairer les phénomènes de développement à partir d'une approche intégrant l'ensemble des acteurs et leurs interactions inscrites sur le territoire.

L'Algérie, depuis son indépendance, a investie dans une économie axée sur l'amélioration du niveau de vie des populations et a opté comme la plupart des pays pour un système centralisé, sans intégrer dans sa démarche de développement le facteur d'attractivité. Pour y remédier, un changement important est effectué, il s'agit de la décentralisation, cette dernière est apparue pour corriger les imperfections du système précédent en se focalisant beaucoup plus sur la dynamique territoriale. Cette mutation a participé de façon considérable à l'évolution du taux de croissance globale du pays ; partant du principe : le développement local conduit au développement global. En effet le développement local consiste en la mise en place de projets communs par les acteurs locaux dans le but d'enrichir leur territoire.

C'est dans cette thématique de gouvernance des territoires que s'inscrit le présent travail qui est justifié par l'intérêt scientifique et pratique de la gouvernance des territoires.

Dans ce contexte de gouvernance locale et de développement local, que notre problématique de recherche s'illustre à travers la question principale qui suit :

Quel est l'apport de la gouvernance locale au développement de la commune de Bejaia ?

De cette question découle d'autres interrogations à savoir :

Introduction générale

- comment la gouvernance des territoires intervient-elle dans le processus du développement local au niveau de la commune de Bejaia ?

-Existe-t-il réellement une gouvernance territoriale dans la commune de Bejaia, et de quel type de gouvernance s'agit-elle

Afin d'esquisser quelques éléments de réponses, notre travail s'appuiera sur l'hypothèse que nous tenterons de vérifier :

Hypothèse : Sans une bonne gouvernance locale fondée sur la participation et la décentralisation il ne peut-y avoir de développement local au sein de la commune de Bejaia.

Dans un premier lieu, nous allons essayer de comprendre les éléments théoriques qui définissent des concepts. Puis nous allons essayer de réprendre à notre problématique en vérifiant l'hypothèse dans un second lieu.

Notre travail se répartit en trois chapitres, le premier sera consacré à la question de développement local, en présentant un aperçu historique, quelques définitions du concept, une définition de ses différents modes et ses approches ainsi ses outils et composantes.

Le deuxième chapitre est consacré à l'approche de gouvernance. Dans ce chapitre nous allons présenter l'origine de ce concept et quelque définition de gouvernance, puis nous passerons à la notion de gouvernance locale pour la présenter à travers ses indicateurs, ses caractéristiques.

Enfin, le troisième chapitre qui sera consacré à l'essai d'analyse de la relation développement local et gouvernance, et présentation de développement local et gouvernance locale en Algérie, Ainsi qu'à la présentation du milieu d'étude et de l'enquête et l'analyse des résultats de cette enquête.

Au final, l'objectif reste d'étudier l'apport de la gouvernance locale au développement.

Chapitre I

Le développement local :

Approches théoriques

Chapitre 1 : Le développement local : approches théoriques.

Introduction

Dans le contexte actuel de la mondialisation, la situation de concurrence se ressent non seulement au niveau des entreprises, mais de plus en plus au niveau de régions entières. L'attractivité de ces sites sur l'échiquier économique dépend d'un grand nombre de facteurs tels le niveau de formation et de santé de la population, l'infrastructure ou la qualité de l'administration publique. Ces facteurs sont des conditions indispensables pour que les entreprises soient en mesure de fonctionner de manière productive, de proposer des biens et des services en phase avec le marché et de créer puis de maintenir des possibilités de revenus pour la population locale, l'économie privée et la société civile s'engagent dans une collaboration visant à élaborer puis à mettre en œuvre une stratégie de développement local, ainsi que réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population.

De manière générale, on s'accorde à dire que le développement local est l'expression d'une solidarité créatrice de nouvelles relations sociales et de la volonté des habitants d'un territoire de valoriser les richesses locales (au sens large) en faveur du développement économique, social, et culturel. il vise le renforcement à long terme de la performance et de la compétitivité d'une région. Il est concrétisé par des programmes de soutien globaux et intégrés, qui tiennent compte des aspects économiques, écologiques, socioculturels et politico-institutionnels.

Dans ce présent chapitre nous allons essayer de comprendre comment le développement est devenu un concept phare des sociétés modernes, avec ses différentes approches théoriques, ainsi que ses modes et ses objectifs.

Section 1 : Historique et approches du développement local

Aujourd'hui, il est difficile de séparer le « développement » de la notion « territoire ». De ce fait, il est obligatoire de le présenter pour mieux comprendre le concept de « développement local ».

Pour certain comme **Guy Di Méo**, le territoire est une construit social, c'est-à-dire une « appropriation à la fois économique, idéologique et politique (donc social) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux même de leurs histoire »¹

Selon **Litré en 1971** considère le territoire comme étant une étendue de terre qui dépend d'un État, d'une province, d'une ville ou encore d'une juridiction. Le territoire est alors un objet à la fois biophysique, sociale et politique.

Pour **Samson Ivan**, le territoire est porteur d'externalité spatiale spécifique, qui ne peuvent être transférées, et qui lui confèrent une compétitivité particulière. Ces externalités sont liées à l'abondance des inputs spécialisés, d'une main-œuvre qualifiée et plus accessible ainsi qu'à la diffusion de l'information. Par ailleurs, cet auteur définit le territoire comme étant « un espace-lieu (géographique) doté de ressources (matières première, actifs productif, compétences, relations) et un espace vécu dans le temps, doté d'une cohésion sociétale ». Cette définition met l'accent sur l'association des deux espaces qui sont clairement définie dans une autre vision du territoire, selon laquelle : « le territoire revoie à la façon dont un individu ou un groupe d'individus utilise et s'approprié l'espace sur lequel il mène son activité de production. Au croisement de plusieurs disciplines, le territoire peut être le cadre d'action des individus dans leurs quotidiens. Il est alors l'addition de « l'espace vécu », c'est-à-dire l'appropriation subjective des individus et de la collectivité des lieux et leur environnement, et de « l'espace social » qui rassemble les interrelations sociales et spatiales entre les groupes d'individus et les lieux qu'ils occupent »²

¹ Guy Di Méo . «Que voulons-nous dire quand nous parlons de l'espace ? », pp.37-48, Paris, 2000, Ed Belin-352 pages.

² Lionel Villard, Proximités et Développement Territorial : Industrie et recherche publique à Grenoble à travers le réseau des doctorants

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

En fin, on peut dire tout simplement que Le territoire est une entité composite dont les décisions sont à priori l'émanation d'une volonté collective, ce dernier détient une place importante dans le développement, aussi un outil d'analyse économique pertinent.

1-1 Bref historique du concept de développement local

Le concept du développement locale est apparu il y a une vingtaine d'années, dans les pays occidentaux de la prise de conscience suivante : les populations d'aménagement des territoires mises en œuvre pour corriger les grands déséquilibres géographiques et socio-économique ne peuvent trouver leur efficacité qu'en s'appuyant sur une organisation des volontés locales (logique des territoires).

Après la seconde guerre mondiale et jusqu'aux années 1970, la pensée dominante était celle énonçant que le développement économique des pays avait pour origine un ou peu de points dans lesquels l'activité économique se concentrait, diffusant ainsi de la croissance sur les territoires environnants. Ainsi, l'idée qui prévalait durant ces trente glorieuses était celle du développement induit par les pôles de croissance³. Ameziane Ferguène (2003, p.3)⁴ écrivait à ce sujet : « l'idée qui prévalait tout au long des années 1950, 1960 et 1970 est que le développement économique des nations repose sur les grands ensembles industriels dont l'essor s'inscrit dans le cadre de la stratégie industrielle de l'Etat ».

Cependant, l'échec des recettes proposées durant cette période a conduit à un changement radical de perspective : l'accent est mis sur le développement local, sur le rôle des localisations à petite échelle et sur l'économie de la connaissance. Cette nouvelle approche pose ainsi en des termes nouveaux la question du développement. Elle met en avant l'affirmation d'enjeux nouveaux et s'appuie sur une articulation local-global. Cela renvoie à situer les acteurs du développement dans une sphère locale à l'intérieur de laquelle ils agissent -et réagissent- aux différents signaux venant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de leur territoire.

Théoriquement, l'utilisation du concept de développement local n'est pas récente dans le temps. En effet, ce dernier n'est apparu que vers la fin des années 1950 avec l'apparition de la

³ Initiés par François Perroux.

⁴ FERGUENE Améziane (2003), « *Ensembles localisés de PME et dynamiques territoriales : SPL et développement « par le bas » dans les pays du sud* », Colloque international sur « *gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays méditerranéens* », Constantine, les 26 et 27 avril 2003, Algérie.

théorie du développement endogène de **John Friedmann et Walter Sthör**. Sur le plan pratique, le concept de développement local remonte aux années 1970, notamment en Europe. Ainsi, c'est l'apparition de certains dysfonctionnements dans les démarches de développement antérieures qui a fait l'émergence de ce nouveau mode de développement. Le développement local entre ainsi dans la science économique comme une réponse à plusieurs problèmes. Parmi ces derniers, le développement local a constitué une alternative à l'échec **du système fordiste**. Celui-ci, incarnant parfaitement le modèle de la grande entreprise, a succombé aux inconvénients (notamment le manque de flexibilité) de la grande échelle sous le poids de divers facteurs (choc pétrolier de 1973, baisse des gains de productivité, détérioration des conditions de travail,...). Le développement local, prônant l'inscription des acteurs dans un cadre peu interventionniste et centré sur la petite échelle, notamment sur les petites et moyennes entreprises (PME) (caractérisées par une grande flexibilité et un fort degré d'innovation), a permis ainsi de relancer la dynamique de développement dans les territoires (à l'instar de l'Italie du Nord). Il a permis à des individus, se sentant abandonnés à eux-mêmes sous l'effet de la crise, de recourir à la mobilisation collective et solidaire et à la résurrection de la confiance entre eux afin de prendre en compte la spécificité de leurs ressources territoriales en vue de leur valorisation. Cette dernière peut même dépasser les frontières du territoire local pour atteindre d'autres territoires dans le monde. C'est ainsi dire que le développement local ne va pas en contradiction avec la mondialisation, il ne représente pas également un repli ou un enfermement du territoire (avec ses acteurs) sur lui-même. Il s'agit plutôt d'une interaction harmonieuse entre le local et le global. L'exploitation de certaines ressources du territoire, en vue de la création de richesse, nécessite la Mobilisation de l'ensemble des énergies présentes et, par conséquent, requiert une solidarité active entre les acteurs.

C'est ainsi que **Xavier Greffe** définit le développement local comme un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales dans un territoire à partir de la mobilisation de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant

ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active⁵.

Bernard Pecqueur quant à lui, considère le développement local comme « une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes, pour valoriser les ressources dont ils disposent »⁶. D'ailleurs, lorsqu'un milieu dense de production existe, les entrepreneurs échangent des informations sur leur métier, l'évolution de leurs techniques, leurs modes de gestion du personnel, leurs politiques salariales, etc. Ces informations, lorsqu'elles circulent, ne sont pas soumises à un système de prix, elles sont gratuites et reposent davantage sur l'échange mutuel entre individus. La valorisation des richesses repose ici avant tout sur le potentiel local, sur une logique d'autonomie et sur l'imagination créatrice des acteurs du territoire. Initiés par François Perroux⁷. Le développement local est ainsi une notion vague et globale. Il recouvre un phénomène multiforme et multidimensionnel désignant le processus de transformation qui accompagne la croissance économique à long terme.

Le développement local préconise alors un retour à la petite dimension (donnant un rôle clé aux PME-PMI dans le processus de développement) et traduit la revendication des spécificités politiques, sociales et culturelles propres à chaque territoire, mais aussi la volonté de chercher dans ces spécificités un potentiel de créativité individuelle et collective et d'intensification de la ressource humaine. Le développement local peut se voir alors comme un mode de développement reposant sur les forces locales (naturelles et humaines) qui représentent le ferment indispensable pour l'émergence d'actions concrètes d'amélioration des conditions d'existence des acteurs. De ce fait, le développement local n'est ni mode, synonyme de tendance conjoncturelle, ni modèle unique, exportable et labellisé, mais plutôt un processus de transformation sociale dans lequel interviennent et s'imbriquent des facteurs économiques, culturels, politiques, écologiques, etc.

1-2 Approche territoriale du développement local

⁵ (X) CREFFE ; « Territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation », édition, ECONOMICA, 1984, page 146.

⁶B .Pecqueur, « le développement local : mode ou modèle », paris, Ed. Syros Alternative, 1991.

⁷F rançois PERROUX était à l'origine du concept des besoins fondamentaux en parlant des « coûts de l'Homme » dans les années 60.

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

On collectionne dans l'approche territoriale le district industriel (DI), les systèmes Productifs locaux (SPL) et les milieux innovateurs. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette approche met le territoire au centre du développement local à travers la proximité géographique des acteurs.

La proximité géographique est définie comme celle qui traite de la séparation dans l'espace. Elle fait référence à « l'ensemble des relations intervenant dans une zone géographique qui regroupe dans un tout cohérent un système de production, une culture technique et des acteurs »⁸ Pour les tenants de cette approche, c'est la proximité géographique qui explique le processus de structuration des territoires en termes de développement local.

1-2-1 Le district industriel (DI)

Dans ces travaux de recherche, Alfred Marchall définit les districts industriels comme étant « des systèmes productifs, géographiquement définis, caractérisés par un grand nombre de petites et moyennes firmes qui sont respectivement impliquées dans les différentes étapes concourant à la production d'un produit homogène »⁹. Autrement dit, on remarque que certains territoires se sont dotés d'une multitude de petites entreprises avec un savoir faire très spécifique qui leur permet de résister sans être absorbé par les grandes firmes. C'est le district industriel. Selon cet auteur, les rendements décroissant sont aussi dus, en plus des économies d'échelle, aux économies d'agglomération et d'organisation¹⁰.

Le district marshallien tire son dynamisme de la proximité géographique et de la division sociale du travail, c'est-à-dire que la production est non seulement divisée au sein de l'entreprise (intra-entreprise), mais elle se fait autant entre plusieurs petites entreprises se situant dans le même territoire où chacune se spécialise dans un segment du processus de production. De ce fait, l'efficacité des entreprises est fonction de relations informelles établies entre celles-ci (échange d'informations diverses : marché, technologies, Etc.).

⁸ MAILLAT (1992), cité par KHERDJMIL Boukhalfa, « territoires, mondialisation et redéveloppement », in Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n° 2 1999, p269.

⁹ <http://liris.cnrs.fr/cnriut08/actes/articles/1007.pdf>

¹⁰ Bernard PECQUEUR, « vers une géographie économique et culturelle autour de la notion du territoire », in « géographie et culture » n° 49, juin 2004

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

Ainsi, les relations interentreprises deviennent de plus en plus intenses dans une situation de proximité géographique et présentent des avantages comme :

- Des économies en coûts de transactions du fait des échanges informels (confiance entre les agents économiques).
- Des externalités positives liées aux partages de savoir et de compétences induites par la fluidité du facteur travail entre les entreprises du territoire.
- L'environnement socioéconomique du district industriel permet une formation des agents par le contact du fait même de la proximité géographique.

En effet, le district industriel Marchalien est celui qui expliqua par la proximité géographique les exceptions observées dans le développement de plusieurs territoires notamment en Europe. Marshall fut le précurseur au début du 20^{ème} siècle.

Le développement des districts industriels ne peut se comprendre sans les relations interpersonnelles favorisées par l'agglomération de ses habitants. Cette « atmosphère industrielle » spécifique au district favorise la communication sociale et les aptitudes au travail de ses habitants.

▪ Le district industriel italien

Une génération après, les débats sur les DI ont refait surface. Cela revient aux économistes italiens, à leur tête Giacomo BECATINI, qui ont décortiqué ce concept. Ces derniers ont appliqué les observations de MARSHALL sur la troisième Italie (Toscane et Vénétie).

Le district industriel est « une entité socio-territoriale caractérisée par la coexistence active d'une communauté ouverte d'individus et d'une population segmentée d'entreprise »¹¹. Cette définition de BECCATINI fait ressortir trois dimensions de l'aspect territorial, il s'agit de :

- Une dimension historique, supposant une éthique et une morale de besogne, qui différencie les processus de développement et aide les relations interfirmes ;

¹¹ BECCATINI G, « les districts industriels : une notion économique », in « les régions qui gagnent », sous la direction de George BENKO et Alain LIEPETZ, Ed. PUF, Paris 1992, pp. 35-56.

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

- Une dimension socioculturelle spécifique (identité) sur laquelle repose une confiance et une réciprocité¹² dont les rapports interagissent ;
- Une dimension économique qui régule la production et les relations sociales ; le milieu social fournit des informations sur le marché et génère des règles et des codes de comportement des agents.

C'est sur ce triptyque que l'atmosphère industrielle va permettre, aux acteurs construits en réseaux, la consolidation et la stabilité des relations de partenariat et de sous-traitance. Il faut souligner que ces relations ne portent pas uniquement sur des produits ordinaires mais concernent aussi la recherche et la dynamique de commercialisation des produits. Cet esprit de solidarité peut aller plus loin touchant, sur le plan financier par exemple, les banquiers locaux qui seront partie prenantes dans cette synergie¹³.

Les districts industriels italiens ont connu de longues années de prospérité mais, depuis le milieu des 90 beaucoup d'entre eux rencontrent de nombreux problèmes.

▪ Quelques raisons de l'échec des districts industriels italiens

La pression de la concurrence et la spécialisation ont un effet négatif sur le district industriel. En effet, ce dernier apparaît comme une entité territoriale qui cherche à se différencier et tend à devenir de plus en plus spécialisé. Mais cette spécialisation ne touche que certaines parties du système ce qui fragilise la cohérence totale du système. Les pays à bas salaire exercent quand à eux une pression concurrentielle sur le district, les stratégies de réduction de coûts mise en place par les PME ne suffisent plus pour maintenir la production sur le territoire national.

Face à la concurrence internationale et face à une demande de biens de plus en plus technologiques, la croissance des entreprises dépend de leurs comportements en matière d'innovation. La petite taille des entreprises devient une invalidité voire un frein à l'innovation et ce même si le réseau est supposé favoriser le changement technologique. Les districts doivent

¹² La réciprocité détermine une relation entre les agents qui échangent, qui possède une vie propre au delà de la transaction purement commerciale. Elle renvoie à la fidélité, à la gratitude et l'identité.

¹³ Boukhalfa KHERDJEMIL, « territoires, globalization and redevelopment », in Revue Régionale et Urbaine, n°2, 1999, pp 267-294.

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

procéder à des innovations radicales qui exigent des moyens de financements élevés et variés, des compétences avancées qui ne se trouve pas en général sur le territoire des districts.

Après le succès des districts industriels italiens dans les années 60 jusqu'au milieu des années 90, ce modèle socio-productif semble n'être plus efficace et rentable face à l'évolution de la concurrence internationale.

1-2-2 Le système productif local (SPL)

Un système productif local (SPL) est un groupement d'entreprises, en majorité des PME/PMI qui mutualisent des moyens et développent des complémentarités sur un territoire de proximité, pour améliorer leur efficacité économique. Elles se fédèrent autour d'un projet commun de mutualisation de leurs moyens et/ou de développement de complémentarités dans des domaines aussi variés que la production, le développement commercial et l'export, la communication, la veille et l'innovation technologique, les ressources humaines et la formation, les achats mutualisés. Un SPL est identifié selon 5 critères :

- Concentration de TPE ou PME,
- Appartenance des entreprises à un secteur, couple produit/marché,
- Existence de relations interentreprises fortes,
- Accès à un ensemble de services marchands et non marchands afin que les entreprises acquièrent un avantage à être dans le système,
- Idée d'une culture commune.

La DATAR¹⁴ classifie les SPL en quatre types :

- **Les SPL de type district industriel italien** : il représente les mêmes caractéristique que les districts italiens ; un nombre important de PME en relation étroite entre elles et se base sur un savoir-faire local dans leurs activités, ils ont la même culture et ils partagent le même histoire. Ce type de SPL s'implante dans les grandes métropoles et dans les zones industrialisées.

¹⁴ La Délégation à l'aménagement du territoire et l'attractivité régionale.

- **SPL technologique de type district technologique ou milieu innovateur** : dans ce type de SPL les entreprises sont hautement spécialisé dans des activités innovantes, et ont des relations basées sur le partage d'une même culture technique. Ces derniers se trouvent dans les zones urbaines, milieux propices au développement des innovations et où se concentrent la plupart des activités de recherche et de formation.
- **Les SPL émergents et grappes de PME en émergence** : les entreprise s'installent les unes à proximité des autre et cela pour se bénéficier des échanges nécessaires à leur développement, et encor avoir les ressources humaines nécessaires avant de s'engager sur des objets plus importants pour la réalisation des SPL.
- **Les systèmes de PME organisées autour de grandes entreprises** : c'est le cas de PME organisées autour d'un ou plusieurs donneurs d'ordre. Leur apparition est favorisée par les politiques d'externalisation des activités menée par les grandes entreprises en vue d'acquérir plus de flexibilité et pouvoir répondre à une demande finale variable et différencié. L'organisation de la production de l'industrie automobile française est un exemple de ce type de SPL où de multiples fournisseurs évoluent autour de grands constructeurs d'automobile.

1-2-3 Les milieux innovateurs

«Un milieu innovateur est définit comme un ensemble d'acteurs (entreprise, institution, etc.) territorialisé, c'est-à-dire localisé et plus ou moins ancré dans un territoire, ensemble dans lequel les interactions se développent de manière multilatérale et sont génératrices d'externalités spécifiques à l'innovation et par la convergence des apprentissages vers des formes de plus en plus performantes de gestion en commun des ressources »¹⁵.

L'approche du milieu innovateur a été développée par le groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs. À l'origine c'est Philippe Aydalot qui développe cette notion dont laquelle il propose de lier une analyse industrielle à une analyse spatiale de l'innovation. Elle prend en considération la création de ressources (savoir-faire) spécifiques au territoire considéré qui sont

¹⁵ Bernard Pecqueur et Jean-Benoît Zimmermann, « Economie de proximités », Ed Hermes Lavoisier, Paris, 2004, p161.

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

régénérées par l'activité économique et alimentées par les centres de formation et de recherche ainsi que les institutions publiques et les collectivités locales.

Pour mieux comprendre le concept nous devons voir le sens associé aux deux composantes de cette approche : milieu et innovation.

- **Le milieu** : un milieu est « un ensemble territorialisé, ouvert sur l'extérieur, c'est-à-dire sur l'environnement technologique et de marché, qui intègre et maîtrise des savoir-faire, des règles, des normes et valeurs et du capital relationnel... (ET) attaché à un système de production localisé, c'est-à-dire à un collectif d'acteurs ainsi qu'à des ressources humaines et matérielles »¹⁶. Le milieu ou le territoire sont les sources de l'innovation, donc elle est territorialisée et vue comme la conséquence de l'existence de ce milieu. L'innovation alors naît au sein de ces milieux qui se présentent comme des milieux actifs.
- **L'innovation** : est un processus de création collective qui permet au territoire de s'adapter aux changements du système techno-industriel. Réciproquement les réseaux d'innovation enrichissent le milieu.

Marshall (1919)¹⁷ a démontré l'efficacité territoriale de mode d'organisation et cela par la concentration des principaux acteurs dans un même lieu géographique et qui leur permet de faciliter les transactions et les relations de confiance entre les partenaires. Quant à Aydalot philipe¹⁸; l'entreprise innovante ne préexiste pas aux milieux locaux ; elle est secrétée par eux, les Comportements innovateurs dépendent essentiellement des variables définies au niveau local ou régional.

- **Milieu et innovation** : le milieu innovation, selon MAILLAT¹⁹ participe à la constitution des réseaux d'innovation dans leur dynamisme. Il est en fait le contexte approprié à leur formation à leur développement et à leur diffusion.

¹⁶MATTEACCIOLI Andrée, « Philippe AYDALOT pionnier de l'économie territoriale », Ed. l'Harmattan, 2004.

¹⁷Nait-CHABANE A/latif, « gouvernance territoriale et stratégies des acteurs », mémoire de magister, université de Bejaia, 2010. p 18

¹⁸ Idem

¹⁹ Idem

Section 2 : Définition et modes du développement local

Dans ce qui suit, nous aborderons des définitions au concept de « développement local », puis nous passerons à ses différents modes.

2-1 quelques définitions du concept de « développement local »

La notion de développement local peut être clarifiée de la manière suivante :

Le développement, phénomène multiforme et multidimensionnel, est souvent défini comme un processus de transformation qui accompagne la croissance économique dans une évolution à long terme. Ce processus est étroitement lié au changement structurel, au progrès technique et à l'innovation globale et intéresse par conséquent tous les aspects de la vie.

Quant à la notion de « local », elle repose sur la notion de territoire qui, elle-même est liée au découpage administratif parfois arbitraire et à l'appartenance identitaire au sens large qui offre un potentiel de ressources humaines, financières, d'infrastructures et institutions dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement.

Le développement local est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités comme moteur du développement économique. Il est prôné dans les pays en développement en complément des mesures macroéconomiques et des grands projets. Il implique l'accroissement du bien être et le changement dans la structure économique et social.

J.L.GUIGOU donne la définition suivante : « Le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une micro- région de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique »²⁰. Cette définition montre l'importance de unification des forces des acteurs locaux en vue de faire face aux différentes menaces extérieurs (marginalisation, déclin , expulsion, déclin, ou disparition) et, de la réappropriation des richesses de la région par la population locale en vue de créer un développement économique local.

Bernard Pecqueur définit le développement local comme « une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes, pour

²⁰ Jean – Yves GOUTTEBEL, « stratégie de développement territorial », 2^{ème} Ed. Economica, 2003. P95

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

valoriser les ressources dont ils disposent »²¹, Pecqueur met l'accent sur les relations non marchandes entre les hommes d'un territoire et leurs capacités à mobiliser et sensibiliser pour valoriser des richesses dont ils disposent.

En définitive, le développement local ne peut en aucun cas être considéré comme un processus de fermeture sur soi, mais plutôt une manière de tirer avantage de ses possibilités pour construire et façonner sa réalité. Ce qui signifie :

- qu'il n'y a pas de modèle unique de développement local,
- qu'il s'appuie sur les forces endogènes du territoire,
- qu'il intègre des dimensions sociales, culturelles et économiques,
- qu'il fait appel à une volonté de concertation et à la mise en œuvre de mécanismes de partenariat et de réseaux,
- qu'il implique enfin, une stratégie participative et une responsabilisation des citoyens envers la collectivité.

Il ressort de ces observations et perspectives quelques caractéristiques fortes du processus de développement local :

- La proximité est un atout majeur car elle s'appuie sur une bureaucratie allégée réduisant les imperfections dans le processus de décision. Par ailleurs, elle implique la participation d'un nombre élargi de groupes de population et favorise des synergies entre eux.
- La dimension territoriale limitée et déterminée intégrant le social et le culturel assorti d'un sentiment d'appartenance s'avère un facteur essentiel d'autant plus indispensable que les autres facteurs du développement ; car impliquant les exigences d'une communauté territoriale. Le processus de développement local y trouve sa pleine expression et constitue un ferment commun aux habitants voire une certaine fierté
- Si cette multi dimensionnalité reste une référence forte du développement local, il n'en demeure pas moins que les acteurs locaux sont contraints de prendre en compte des contextes

²¹ B.Pecqueur, « le développement local : mode ou modèle », Paris, Ed. Syros Alternative, 1991

Chapitre I : Le développement local: approches théoriques

plus vastes (région, national) pour s'offrir des ressources techniques, financières et humaines accessibles supplémentaires au lieu de compter uniquement sur celles disponibles localement. Cela leur permettra de maîtriser et d'intégrer des éléments nécessaires au calcul économique à savoir, la valeur de la monnaie, les taux d'intérêt, la concurrence de productions venant des régions avoisinantes ou même de pays étrangers ...etc

Enfin, le développement local est plus qu'une question de décentralisation même si celle-ci reste une condition nécessaire et suffisante sur le plan organisationnel et institutionnel. Si on accepte la conception précédente, le développement local se différencie fondamentalement du processus de décentralisation consistant en la mise en place ou l'extension des pouvoirs de l'Etat attribués à des institutions publiques appelées collectivités locales et dont les compétences sont définies par la loi. Par ailleurs, pour que décentralisation et développement local s'appuient mutuellement l'une l'autre, c'est leur articulation qu'il est nécessaire de concevoir et de chercher à tout moment.

2-2 Les modes de développement local

On distingue trois différents types du processus du développement local qui mettent en relation l'ensemble des acteurs sur un territoire, elles consistent en : processus d'agglomération, spécialisation et spécification.

2-2-1 Processus d'agglomération

Le processus d'agglomération se fonde sur une concentration d'activité économique cette notion est sur tout liée aux économies d'échelles qui sont causé par l'accolement des activités et des personnes. Ce dernier ne favorise pas le domaine industriel, l'absence de coordination entre les membres de l'agglomération entraine l'absence d'une logique industrielle déterminée et une dynamique productive systémique, «la particularité du processus d'agglomération est qu'il produit des effets externes qui ne répondent pas à une logique industrielle forte ou qui ne dépendent pas d'un mode de coordination spécifique entre les différents agents. Les avantages

naissants de la proximité géographique sont liés à la diversité des acteurs et sont généralement analysés comme des économies d'urbanisation »²².

Le processus d'agglomération peut se développer, se stabiliser ou même décliner en fonction de l'importance des bénéfices engendrés par la concentration en égard des inconvénients présents sur le territoire considéré.

2-2-2 Processus de spécialisation

Ce processus se fonde sur une structure organisationnelle forte de tissu économique dominée par une activité industrielle ou un produit. D'une part le processus par lequel le tissu économique se structure est fondé sur une logique industrielle, et d'autre part la particularité du tissu a été établie en favorisant l'émergence d'agglomération d'activités qui sont liées soit par leur type d'activité soit par le produit qu'elles fabriquent. Ce processus favorise la concentration d'entreprise appartenant au même secteur ou produisant le même produit et qui cherche à exploiter leur complémentarité en vue de s'engager dans des voies productives qu'elle n'auraient pu prendre toute seules. Ces avantages sont généralement étudiés comme des économies de localisation.

2-2-3 Processus de spécification

Ce processus est basé sur la capacité du territoire à se doter d'un mode de coordination entre les acteurs, et se caractérise de la combinaison de ses ressources et ses actifs, dispose de moyen de mettre en œuvre des stratégies qui inclinent les trajectoires hérité du passé. Il s'agit donc ici d'une capacité créatrice du tissu qui, en combinant ses ressources et ses actifs, dispose de moyen de mettre en œuvre des stratégies qui infléchissent les trajectoires héritées du passé.

²² Sous la dir. Bernard Pecqueur et Jean-Benoît Zimmermann, « Economie de proximités », Ed Hermes Lavoisier, Paris, 2004. P 222.

Section 3 Les outils, composantes et objectifs du développement local

Dans ce qui suit, nous aborderons des outils et composantes de « développement local », puis nous passerons à ses objectifs.

3-1 Les outils et composantes du développement local

Les outils du développement local seraient présentés en premier, ensuite ses composantes.

3-1-1 Les outils du développement local:

Les principaux outils du développement local sont :

- l'aménagement du territoire qui définit les grandes orientations et fixe le cadre de développement des zones;
- une politique de décentralisation appuyée par la déconcentration des structures de l'État;
- la gouvernance locale définie comme l'ensemble des interactions entre les acteurs d'une communauté locale (le secteur public, le secteur privé et la société civile) orientées vers la définition d'un projet global commun et de projets spécifiques de développement des collectivités;
- la participation citoyenne qui s'exprime au sein des structures de gouvernance locale;
- le financement via la fiscalité nationale et locale et les agences internationales.

3-1-2 Les composantes de développement local

Le développement local comporte deux composantes essentielles : **une partie structurelle** et **une partie socio-économique**. La partie structurelle se rapporte aux structures de gestion et de financement, c'est-à-dire aux structures décentralisées. Il s'agit de la partie tangible du développement local. Quant à la partie socio-économique elle concerne les individus et l'interaction entre les différents acteurs qui participent au développement local. La prise en compte des parties structurelle et socio-économique est non seulement nécessaire, mais absolument fondamentale à tout processus de développement local.

3-2 les objectifs du développement local

Les objectifs du développement local résument ainsi :

- Le développement local vise à améliorer le cadre de vie des personnes de la communauté pour qu'elles puissent profiter d'un environnement sain et agréable ;
- Il vise également à améliorer leur milieu de vie pour qu'elles puissent s'épanouir dans une communauté qui leur offre plusieurs occasions sociales et culturelles ;

- Il cherche à augmenter le niveau de vie afin que chacun, dans la communauté, puisse travailler et donc gagner un revenu pour pouvoir profiter des avantages de la communauté (création d'emploi et répartition de richesses).

En effet, le développement local permet de mobiliser les énergies territoriales pour continuer à créer des richesses et des emplois, il met en évidence la l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent. C'est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ces ressources et de ces synergies. Mais, on préjuge que, le développement local ne peut être réalisé sans une volonté d'implication active de chaque acteur du territoire.

Conclusion

Pour conclure on peut dire que le développement local, est une collaboration indispensable entre toutes les entités, c'est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire d'échelle locale à partir de la mobilisation de toutes les parties prenantes.

Le développement local est multidimensionnel, il n'est pas limité à des éléments économiques. Il s'appuie surtout sur les ressources locales (développement endogène) et la mobilisation de la population locale autour d'un ou plusieurs projets communs.

Nous pouvons dire que le développement local est un processus de changement et de transformation social, économique et culturel opéré sur une région, espace ou un territoire afin d'améliorer le bien être de la population d'une communauté pour pouvoir profiter d'un environnement sain et agréable.

Chapitre II

Gouvernance locale : concepts et définitions

Chapitre 2 : Gouvernance locale : concepts et définitions

Introduction

Depuis des années, l'Etat était la seule autorité qui avait le pouvoir de planifier et de piloter les changements des politiques de développement et à diriger les dynamiques sociales et économiques dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Puis est venu le concept du développement local afin de remettre l'ordre et redéfinir à nouveau les rôles que doivent avoir les acteurs et les territoires locaux pour mener à bien les projets de développement.

L'origine du concept de la gouvernance est très complexe, de nos jours chaque définition met l'accent sur un aspect particulier, dans plusieurs domaines et des fois elles sont adoptées par des idéologies contradictoires.

Dans un contexte de néolibéralisme, qui prône notamment la réforme de l'État au niveau national et international, se joue largement entre le secteur privé et le domaine public que l'intérêt particulier et l'intérêt général.

En effet ce concept vise à repenser les relations entre les différents acteurs économique, sociaux et politiques, c'est une innovation¹, qui se fonde sur le principe de la relativisation de la puissance publiques à différents niveaux, locaux, nationaux et international c'est pourquoi le concept de gouvernance suppose l'instauration de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques, focalisé sur une convention, de nouvelles manières pour les mettre en œuvre à travers le partenariat entre public et le privé qui prend de plus en plus d'envergure

Dans ce chapitre on va essayer de comprendre le concept de « gouvernance » en présentant un bref historique et des définitions pour le clarifier, puis seront exposés ses différents indicateurs et caractéristiques.

¹ Jean-Pierre Gaudin, op. Cit. p 37

Section 1 : Gouvernance : origine et définition

Depuis quelques années, la gouvernance ne cesse de faire l'objet d'étude de plusieurs travaux qui ne sont pas tout à fait homogènes. En effet, il existe une variété de disciplines traitant ce sujet et relèvent d'approches théoriques distinctes.

1-1-présentation de la gouvernance

1-1-1-historique du concept

Avant d'entamer la discussion sur l'émergence de la gouvernance, il est utile de donner un bref aperçu sur l'origine de ce terme. La gouvernance signifie « l'action de piloter quelque chose » autrement dit l'art ou la manière de gouverner.

Au 18^{ème} siècle la notion de « gouvernance » est utilisée en Angleterre et au Portugal afin de caractériser le mode d'organisation du pouvoir². Dans les travaux de Ronald Coase de 1937, la notion de « gouvernance » est introduite dans les sciences économiques à travers la théorie des coûts de transaction dans laquelle Coase, explique que la firme émerge, car ses modes de coordination interne permettent de réduire les coûts de transaction que génère le marché ; la firme s'avère plus efficace que le marché pour organiser certains échanges. Ce qui fut l'un des principes de base sur lequel repose le développement local. Ensuite, c'est dans les années 1970 que l'économiste Olivier Williamson a repris le terme de « gouvernance des entreprise et de structure de l'entreprise » pour désigner les politiques interne de l'entreprise. A la fin des années 80, la gouvernance introduite dans les sciences politiques anglaises suite au financement par le gouvernement d'un programme de recherche sur le thème de la recomposition du pouvoir local³. Au milieu des années 90 l'idée la Banque Mondial a introduit une approche normative intitulé « la bonne gouvernance » une idée optimum car les aides internationales se sont avérées inefficace du fait de lourdeurs bureaucratique et du poids clientélisme et sur cette base que la Banque Mondial insiste sur la manière dont les gouvernements puis exercer leurs pouvoir, gèrent leurs affaires et définissent le champ de leurs interventions. Ainsi la bonne gouvernance recouvre des recommandations en faveurs du recul de l'interventionnisme de l'État, des privatisations du décloisonnement entre le secteur public et privé, la limitation de la dette des dépenses publiques, l'introduction des principes

² Féodal cassin, 2001

³ En 1979, le gouvernement anglais, a mis en place une série de réformes visant à limiter le pouvoir des autorités locales (jugées inefficaces et coûteuses), et renforcer la centralisation et la privatisation de certains services publics.

Chapitre II : Gouvernance locale : concepts et définitions

new public management⁴ Depuis, la notion s'est propagée en faveur de publications et de colloques (la banque mondiale à beaucoup financées) tandis que d'autres organisations internationales faisaient leurs objectifs de la bonne gouvernance. Le Fond Monétaire Internationales faisaient (FMI) l'associe aux plans d'ajustement structurel conditionnant l'octroi de ses prêts.

1-1-2-Définition de concept

L'origine du concept de la gouvernance est très complexe, de nos jours chaque définition met l'accent sur un aspect particulier, dans plusieurs domaines et des fois elles sont adoptées par des idéologies contradictoires. Dans un contexte des néolibéralismes qui prône notamment la réforme de l'État local, régional, national et international se joue largement entre le secteur privé et le domaine public que l'intérêt particulier et l'intérêt général.

Selon Benko et Lipietz (1995), la gouvernance correspond à un mode de régulation qui ne repose pas exclusivement sur les mécanismes du marché, ni sur les interventions de l'État, mais qui s'appuie plutôt sur la société civile. Elle renvoie à l'action de piloter un système, de coordonner une action collective (Paquet, 1999 : 23-24) dans laquelle « l'ordre organisationnel est davantage négocié entre les acteurs du système » (Thuot, 1998)⁵.

Pour **Jean-Pierre Gaudin (2002)**: «La gouvernance, ce serait tout bonnement de l'action publique en réseaux, une pratique relationnelle de coopérations non prédéfinies et toujours à réinventer, à distance des armatures hiérarchiques du passé et des procédures routinières.»⁶

Pour **Milani (1999)**, distingue deux conceptions de la gouvernance :

- une conception libérale qui repose sur les échanges volontaires entre les acteurs. Ici l'action collective dépend directement de la volonté d'un groupe d'individus déterminés à promouvoir des changements.
- Une conception qui démarre de l'approche institutionnelle. Dans ce cas les gouvernés ont une influence sur la sphère gouvernementale. Elle se situe au-delà des coalitions politiques et implique une influence des gouvernés sur la sphère gouvernementale.

⁴Un management des administrations qui soit calqué sur celui des entreprises.

⁵ www.a211.qc.ca/web/document/ayeve_gouvernance.pdf

⁶ Jean-Pierre Gaudin, « Pourquoi la gouvernance ? », Presses de la FNSP, coll. La bibliothèque du citoyen, Paris, 2002, p43.

Chapitre II : Gouvernance locale : concepts et définitions

Cette approche se fonde sur le caractère redistributif de la gouvernance ou les acteurs et les institutions obtiennent leur légitimité politique dans la mesure de leur contribution au développement humain et au bien être public.

Pour la Banque Mondiale, la gouvernance recouvre les normes, traditions et institutions à travers lesquelles un pays exerce son autorité sur le bien commun. Elle recouvre aussi bien la capacité du gouvernement à gérer efficacement ses ressources, à mettre en œuvre des politiques pertinentes, que le respect des citoyens et de l'Etat pour les institutions, ainsi que l'existence d'un contrôle démocratique sur les agents chargés de l'autorité.

Cette définition, est basée essentiellement sur le fonctionnement des pouvoirs publics, surtout avec la façon d'exercer le pouvoir qui doit se référer à certains principes tels que la démocratie, la transparence, et la participation des acteurs privés à la prise des décisions, à la gestion des ressources et au développement.

Une autre définition proche de celle présentée par la banque mondiale est celle proposée par le comité de développement de l'OCDE (l'Organisation pour la Coopération, et le développement Économique) et la définit ainsi comme « l'utilisation de l'autorité politique et l'exercice du contrôle en rapport avec la gestion des ressources d'une société en vue du développement économique et social »⁷.

ce processus de développement participatif.

Certains chercheurs, opposants de la bonne gouvernance, considèrent la gouvernance comme une théorie de la décomposition de l'État. Cela est le résultat de la dénonciation du désengagement de l'État-providence depuis les années 80.

Jean-Christophe Mathias, lançant l'argument que l'émergence de la gouvernance représente rupture de pouvoir décisionnaire de l'État garant de la souveraineté populaire, remplacé par une démocratie participative qui n'a aucun attribut réellement politique, dénonce l'abandon du terme "gouvernement" au profit de celui de "gouvernance". Pour ce chercheur indépendant, « le glissement du gouvernement à la gouvernance démontre que l'on est passé d'une civilisation de la souveraineté populaire incarnée dans la loi républicaine, garante de l'intérêt général, à une société pragmatiste, particulariste et utilitariste, garante d'intérêts économiques singuliers, dans laquelle la notion de bien commun n'a plus de place véritable »⁸

⁷ beira-cfp.org/PAGE-ARTICULATIONgouv.11.html

⁸ www.droithumain-france.org/download/file/fid/362

Chapitre II : Gouvernance locale : concepts et définitions

La gouvernance généralement touche, les sociétés par actions (les actionnaires ne doivent pas être simplement des apporteurs de capital), les institutions publiques (l'Etat, les collectivités locales,...), les organismes sociaux et les associations.

1-1-3-Les indicateurs de la gouvernance selon la banque mondiale⁹

Dans un rapport de recherche publié en 2005, Daniel Kaufmann¹⁰, et Aart Kraay¹¹, proposent un tableau de bord à l'échelle mondiale, comprenant des indicateurs de gouvernance. Kaufmann et Kraay ont développé et analysé six (06) composantes chiffrables de la bonne gouvernance en prenant comme point de départ la fin des années 90. Ces indicateurs sont résumés comme suit :

- **Être à l'écoute et rendre compte** - mesure les droits politiques, civils et les droits de l'homme ;
- **Instabilité politique et violence** - mesure la probabilité de menace de violence contre les gouvernements, voire la probabilité de leur renversement, y compris le terrorisme ;
- **Efficacité des pouvoirs publics** - mesure la compétence de la bureaucratie et la qualité de la prestation du service public ;
- **Fardeau réglementaire** - mesure l'incidence de politiques non favorables au marché ;
- **État de droit** - mesure la qualité de la mise en application des contrats, la police et les tribunaux, y compris l'indépendance du judiciaire, et l'incidence de la criminalité
- **Maîtrise de la corruption** - mesure l'abus des pouvoirs publics à des fins lucratives, y compris la grande et la petite corruption (et le détournement des biens de l'Etat par les élites).

La construction de ces indicateurs, articulée sur une méthodologie de pointe, utilise des centaines de variables qui mesurent les différents aspects de la gouvernance. Ces variables proviennent de plusieurs sources de données distinctes appartenant à différentes institutions dans le monde entier. Un des premiers constats est qu'une amélioration dans un pays comme, par exemple, un écart type dans la qualité de l'état de droit (ou toute autre composante de la gouvernance, comme " être à l'écoute et rendre compte ", ou encore " la maîtrise de la corruption ") peut, en moyenne, entraîner à long terme une augmentation de 300 pour-cent du revenu par habitant.

1-1-4-Les acteurs de la gouvernance

⁹ <http://www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/govmatters4.html>

¹⁰ Directeur du programme gouvernance mondiale à l'Institut de la Banque mondiale en 2005.

¹¹ Economiste principal dans le groupe de recherche de la Banque mondiale.

Chapitre II : Gouvernance locale : concepts et définitions

Les acteurs de la gouvernance, sont tous les participations dans un projet de partenariat en vue de construire, administrer et améliorer les conditions de vie des populations ainsi que mener à bien une vision collective du future. Le programme des nations unis pour le développement retient trois (3) paliers de la gouvernance à savoir : l'Etat et ses institutions, le secteur privé et enfin la société civile.

- **L'Etat**

A travers ces différentes institutions et l'exercice de ses trois pouvoirs : législatif, judiciaire et exécutif ; le rôle de l'Etat se révèle d'une très grande importance pour la réussite de tout projet de développement. L'Etat est le seul acteur qui est capable et qui permet de créer un environnement politique légal ainsi qu'un climat favorable au développement humain en préservant les intérêts pour le bien public. En effet, c'est à l'Etat de veiller au respect de la loi, au maintien de l'ordre et de la sécurité, de créer une identité et une recette pour les services et infrastructure publiques, d'élaborer et d'appliquer son budget, de réglementer et d'encourager le marché.

- **Le secteur privé**

Celui-ci réuni toute les entreprises, quelque soit leurs tailles, qui exerce des activités économiques et qui ne sont pas étatiques. Sa contribution au développement territoriale figure dans la production et la fourniture des biens et services, la création de l'emploi et la répartition des revenus aux citoyens. Malgré que son implantation dans une région donnée contribue plus à son développement, le secteur privé n'est pas propre à un territoire spécifique, vue la possibilité pour les grandes entreprises et les multinationale de s'installer dans plusieurs régions par le moyen de leurs filiale.

- **La société civile**

La société civile est constituée de l'ensemble des occupants vivant, agissant, partageant des valeurs et des responsabilités et subissant les handicaps d'un territoire donné. En d'autres termes, la société civile est composée de personnes agissant individuellement ou en groupe structuré dans des organisations non gouvernementales, des organisations professionnelles et des associations religieuses féminines, culturelles, communautaire, etc. pour faciliter l'interaction politique et sociale, il faudrait mobiliser les citoyens pour qu'ils participent aux activités économiques, sociales et politiques, afin de défendre au mieux les intérêts de leur territoire.

1-2-Les différents types de la gouvernance

Nous distinguons en général cinq (5) types.

1-2-1 Gouvernance de l'entreprise

La gouvernance d'entreprise (ou de toute autre institution) est l'ensemble des organes et règles de décision, d'information (transparence) et de surveillance permettant aux ayants droit et partenaires d'une institution, de voir leurs intérêts respectés et leurs voix entendues dans le fonctionnement de celle-ci.

1-2-2- Gouvernance politique

La gouvernance est à la fois un moyen de signifier la légitimité du fonctionnement politique, les relations de l'administration avec le corps politique, et les rapports entre eux, la société et le monde économique.

La science administrative anglo-saxonne l'assimile au management public (New public management), doctrine de gouvernement qui préconise le recours aux agences (c'est aussi le cas dans les pays scandinaves comme la Suède) ou à des autorités administratives indépendantes(AAI).

1-2-3- Gouvernance stratégique

Évoqué et développé par Roméo Malenfant, le modèle de fonctionnement de la gouvernance stratégique propose des prémisses, des principes et des pratiques qui aideront les administrateurs à créer une valide culture d'entreprise. Il représente une voie solide et rassurante pour qui est à la recherche d'une forme de fonctionnement adéquate au sein d'une organisation. La gouvernance stratégique permet de bien limiter ce que doit faire un conseil d'administration et son directeur général. Quand on pense au mot stratégie de guerre, c'est un plan, une méthode pour faire la guerre.

1-2-4 Gouvernance démocratique

La gouvernance démocratique s'articule autour de plusieurs principes dont l'objectif est de contribuer à un développement humain durable ; elle retient toutes les dimensions territoriales (du local ou global), économique (publique, privé ou mixte), sociétale (expression des besoins des usagés par leur participation), environnementales, politique et culturelle. La gouvernance s'appuie également sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles ainsi que les interactions entre les divers champs (social, économique, politique,.....), les divers acteurs (Etat, population, secteur privé,.....) et les divers niveaux territoriaux (local, national, régional, mondial).

1-2-5 Gouvernance globale

La résurgence du concept de gouvernance sur la scène internationale sera le fait de la Banque mondiale dans les années 1990. Pour la Banque mondiale, dont la stratégie des années 1980 de libéralisation des pays soumis à l'ajustement structurel ne procurait que des résultats

mitigés sur le plan économique, mais qui, par contre, a suscité des critiques de la part des populations et des organisations non gouvernementales, la notion de gouvernance est apparue comme le moyen de redonner de la légitimité à ses interventions. En s'attachant au New Public Management néolibéral imposant privatisation, décloisonnement entre les secteurs public et privé, limitation de la dette, frein à la croissance des dépenses publiques et régime d'affaiblissement de l'État, enfin, Le prolongement des mesures standard du consensus de Washington, la Banque Mondiale a usé de la gouvernance afin «de mettre ensemble [...] le souhait de travailler directement avec des organisations sociales ou des responsables politiques de proximité et la volonté de mettre les bureaucraties administratives à l'école du management. Soit, tout à la fois la rigueur gestionnaire et le supplément d'âme participatif»¹².

Section 2 : Gouvernance locale

Le concept de gouvernance traite la notion du territoire d'une façon globale et ignore l'échelle territoriale locale, alors qu'une grande part importante des enjeux de la gouvernance se joue justement dans l'articulation entre ces échelles.

2-1 Définition de la gouvernance locale

Suite au déclin du rôle de l'Etat dans le pilotage des projets de développement, et l'émergence du développement local comme un mode de développement personnalisé, élaboré et exécuté au niveau local, avec la participation de tous les acteurs locaux ainsi que les pouvoirs centraux ; le concept de gouvernance à cette échelle apparaît comme un levier de taille pour la coordination et l'encadrement du processus de développement local. Bernard Pecqueur et Zimmermann Jean-Benoit ne soutiennent que la gouvernance locale peut être définie comme « le processus de structuration d'une mise en comptabilité de différentes modalités de coordinations entre les acteurs géographiquement proches, en vue de résoudre un problème productif ou, plus largement, de réaliser un projet collectif de développement »¹³.

La notion de gouvernance locale dont l'objectif final est la résolution d'un ou plusieurs problèmes productifs, voire la réalisation d'un projet collectif de développement, se doit :

- d'abord d'identifier des critères sur lesquels doit être fondé la mise en comptabilité des modalités de coordination entre des acteurs géographiquement proches.

¹² Jean-Pierre Gaudin, op.Cit. p.69

¹³ Bernard Pecqueur, Jean-Benoit Zimmermann, « Economie de proximité », édition Lavoisier, paris, 2004

- Ensuite, d'articuler les mécanismes de résolution des problèmes entre ces différents acteurs, tout en essayant de solutionner les problèmes du territoire.

Selon le PNUD, elle est généralement comprise comme la démocratisation des processus de décisions pour la gestion d'un territoire. Elle implique l'exercice de leurs responsabilités par l'Etat et les collectivités territoriales quand elles existent, et la participation des populations, des ONG et des organisations de base au processus de prise de décisions. Elle doit contribuer de façon significative à la décentralisation démocratique, à la réduction de la pauvreté et à la gestion durable des ressources naturelles locales.

2-2 Types et les typologies des formes de gouvernance locale

Les types de la gouvernance locale seront présentés en premier en suite ses typologies des formes :

2-2-1 Les Types de la gouvernance locale

Il y a plusieurs types de gouvernance au niveau local : la gouvernance politique, la gouvernance administrative, la gouvernance économique, la gouvernance budgétaire et financière.

- **Gouvernance politique**

La gouvernance politique locale explique le processus de prise de décisions dans l'exercice d'une gestion démocratique locale.

- **Gouvernance administrative**

Elle explique la communication locale, la gestion des services publics locaux, la gestion de l'état civil, la gestion des ressources humaines et la tutelle administrative.

- **Gouvernance économique**

Elle apporte un éclairage sur quelques démarches en matière de mobilisation des ressources internes et externes au niveau local, en matière de gestion du patrimoine foncier communal.

- **Gouvernance budgétaire et financière**

Elle explique les procédures de présentation du budget de la commune, l'exécution et le contrôle du budget communal.

La gouvernance locale suppose un brassage d'acteurs, ancrés d'un part dans la société civile et d'autre part dans les appareils de gestion publique.

- **Les acteurs institutionnels** : l'Etat et les collectivités locales ;
- **Les acteurs non étatiques** : organisations indépendantes de la société civile, en dehors des gouvernements et de l'administration publique. On y regroupe notamment les Organisations Non Gouvernementales (ONG), et leurs associations, les partenaires sociaux (syndicats, associations d'entrepreneurs...), les associations du secteur privé, les universités.

2-2-2 typologie des formes de gouvernance locale

En fonction des acteurs dominants dans l'élaboration et la mise en application des dispositifs de coordination dans le processus de création des ressources au niveau local, **Collets et AL, 1999**¹⁴, distinguent quatre formes principales de gouvernance locale, qu'ils définissent comme suit :

- ✓ **Gouvernance privée** : les dispositifs de coordination et de création de ressources sont impulsés et pilotés par des acteurs privés dominants qui agissent dans un but d'appropriation privée. C'est par exemple, le cas de la structuration de l'espace productif local par l'établissement d'un groupe industriel.
- ✓ **Gouvernance privée collective** : à la différence de la gouvernance privée, le mode d'appropriation est dans ce cas institutionnalisé, et transite souvent par des organismes collectifs porteurs de cette institutionnalisation (organisme consulaires, syndicats professionnels....). Ainsi, l'acteur clé est une organisation privée formellement identifiée et impulsant une coordination des stratégies des opérateurs privés qu'elle regroupe.
- ✓ **Gouvernance publique** : les modes de gestion des ressources impulsés par les institutions publique (Etat, collectivités territoriales, formes d'intercollectivité, centres de recherche publique...) se caractérisent par la disjonction entre les acteurs qui pilotent la gouvernance locale et ceux qui bénéficient de ses effets en termes d'appropriation des ressources (production de biens ou services collectifs).
- ✓ **Gouvernance mixte** : dans ce cas, le mode d'appropriation des ressources rend compte du fait que les acteurs dominants sont des acteurs publics, mais aussi des

¹⁴ Collets et al, 1999, dans PECQUEUR Bernard et ZIMMERMANN Jean-Benôt, op. Cit.

acteurs privés, cette cohabitation prend des formes plutôt conflictuelles ou au contraire partenariales selon qu'elle se fonde ou non sur la reconnaissance du besoin de l'autre pour parvenir à l'objectif souhaité en termes de structuration du territoire.

Section 3 : Indicateurs et caractéristiques de la gouvernance locale

Il existe plusieurs indicateurs et caractéristiques de la gouvernance locale.

3-1 Les indicateurs de la gouvernance locale

- la participation des populations, organisées ou non (ou d'acteurs locaux disposant des moyens d'actions) dans le processus décisionnel local (cela inclut le partenariat avec tous les acteurs locaux) ;
- la transparence ou le partage de l'information, impliquant un comportement ouvert des procédures de décisions prises ;
- l'efficacité des autorités locales dans la réalisation des objectifs de développement en faveur des populations ou la gestion des ressources publiques ;
- l'équité ou le traitement égal et impartial cas similaires de la part des autorités locales (tous égaux devant la loi) ;
- l'obligation redditionnelle des élus et des fonctionnaires :
 - « verticale » lorsque les élus font entendre les intérêts et les priorités de leurs électeurs et tiennent informés ces derniers des affaires concernant les collectivités territoriales ;
 - « horizontale » lorsque les fonctionnaires locaux s'efforcent d'appliquer les priorités et les plans préparés par les élus locaux, qu'ils maintiendront informés (les fonctionnaires pouvant être sanctionnés par les élus, s'ils n'exercent pas correctement leurs responsabilités) ;
- la sensibilité à la dimension 'genre' dans la gouvernance
 - accroître la participation des femmes en politique. Cela signifie également renforcer la prise de conscience de la dimension 'genre' et les capacités des décideurs politiques et des fonctionnaires, hommes et femmes ;
 - fournir des services répondant aux besoins spécifiques et aux intérêts des femmes et des hommes des communautés qui nécessitent plus particulièrement un développement économique,

Chapitre II : Gouvernance locale : concepts et définitions

- une planification du développement et une affectation des ressources intégrant la dimension "genre"
- susciter une prise de conscience de l'importance des droits des femmes.

3-2 Les caractéristiques de la gouvernance

La gouvernance locale est caractérisée par :

- un processus de formulation de politiques organisé, ouvert et éclairé ;
- une administration imprégnée d'éthique professionnelle agissant pour le bien public ;
- la règle du droit ;
- des processus transparents ;
- une Société Civile participant efficacement aux affaires publiques.

Ainsi, La gouvernance locale se replace dans le champ plus vaste du changement profond des modes d'action de la société sur elle-même, en particulier à travers la décentralisation qui transforme l'architecture politico-administrative de la société, mais aussi à travers des formes territoriales des politiques publiques.

La gouvernance des territoires locaux est ainsi l'une des marques distinctives d'une seconde modernité qui s'oppose aux logiques des gouvernements de la première modernité qui, à travers la représentation et l'exercice d'une certaine souveraineté, sont centralisées, hiérarchisées et cloisonnées par domaines spécifiques d'activités (Muller, 1990)¹⁵.

Les référentiels d'action se territorialisent : régulations transversales, souples et réactives entre les divers domaines d'action, globalisation territoriale des stratégies politiques, coopération entre de multiples acteurs, activation d'une citoyenneté locale en sont les principales modalités (Ion, 1990 ; Jobert, 1995)¹⁶.

Il en découle de nouveaux rapports sociaux locaux. A la seule subordination des gouvernés sous les règles de la démocratie représentative s'ajoutent leur implication dans les argumentations et décisions politiques ainsi que leur participation au champ politique local.

¹⁵ A.L.NAIT CHABANE, «gouvernance territoriale et stratégies des acteurs : cas de la wilaya de Bejaia », université de Bejaia, 2010

¹⁶ A.L.NAIT CHABANE, «gouvernance territoriale et stratégies des acteurs : cas de la wilaya de Bejaia », université de Bejaia, 2010

Chapitre II : Gouvernance locale : concepts et définitions

C'est ainsi que les acteurs de la société civile¹⁷, en particulier ceux qui se revendiquent de l'économie sociale et solidaire, sont conviés à faire œuvre de gouvernance.

Pour terminer, Une autre caractéristique est celle de la continuité de l'action ; la gouvernance n'est pas un processus temporaire dédié à tel ou tel problème en parallèle de l'exercice normal des gouvernements locaux, mais, en tension avec la démocratie représentative, il se déroule de manière pérenne. Il n'est pas une logique de projet, celle-ci n'étant que l'une des principales technologies qui est mise en œuvre par les gouvernances locales ou par les gouvernements.

¹⁷ En particulier les acteurs de la société civile qui se revendiquent de l'économie sociale et solidaire

Conclusion

Généralement, la gouvernance, s'appuie sur quelques principes tels que : la légitimité et la cohésion territoriale ; la démocratie et la citoyenneté ; la pertinence et la compétence de l'action publique ; le partenariat entre acteurs ; la relation local global et l'articulation entre les différents échelons de gouvernance.

En effet, la présentation synthétique de la gouvernance servira de base pour la suite de notre étude. Ainsi nous avons montré les liens existants entre les différents concepts utilisés dans ce chapitre et cela constituera un véritable outil d'analyse de la gouvernance territoriale, à différentes échelles et sur différents sujets. Par ailleurs notre focalisation sur la gouvernance territoriale n'a pas comme objectif de théoriser le concept, déjà inflationniste, mais de faire ressortir l'essentiel des caractéristiques et enjeux qui l'entourent.

Chapitre III

Essai d'analyse de la relation
développement locale
Gouvernance

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Chapitre 3 : Essai d'analyse de la relation développement local et gouvernance local

Introduction

Nous nous intéresseront, dans cette tranchée, à la situation concrète du développement local et de la gouvernance locale en Algérie, après un demi-siècle d'Indépendance. Nous soulignerons dans ce sens que, depuis 1962, l'Etat Algérien a consentis des efforts considérables pour traduire dans la pratique le sens de ces deux notions.

Parmi ces efforts, nous citerons les différents programmes et projets structurants mis en œuvre en vue de jeter les premiers fondements du développement en Algérie. Sur le plan administratif, une politique de décentralisation a été mise en place. C'est dans ce but qu'une ordonnance, accordant des prérogatives à la commune, au niveau local, a été promulguée en 1967. Par la suite, l'Etat a procédé à d'autres, allant dans le sens de la décentralisation actions, telles que les découpages administratifs de 1974 et de 1984 ainsi que la promulgation, en 1990, des nouveaux codes de la commune et de la wilaya. Le but de la promulgation de ces deux codes était de permettre à l'administration locale et aux élus locaux de concrétiser sur le terrain la notion de la gouvernance locale. Sur le plan économique, plusieurs projets structurants ont été implantés un peu partout sur le territoire du pays.

Nous nous focaliserons dans notre étude sur la commune de Bejaia pour voir l'apport de la gouvernance locale au développement local de la commune de Bejaia. Avant d'aborder ce point, nous présenterons, d'abord, un aperçu sur la politique algérienne en matière de développement et de gouvernance locale.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Section 1 : Développement local et Gouvernance locale en Algérie : quelles relations

Un vrai développement local exige une bonne gouvernance locale. Cette dernière, pour qu'elle soit efficace, doit associer tous les acteurs locaux.

La participation des acteurs locaux, à tous les niveaux (social et économique), dans la conception et l'élaboration des projets du développement local, est indispensable pour garantir la réussite des gouvernements locaux dans la concrétisation de leurs objectifs. Donc, à la décentralisation des décisions, la participation de l'ensemble des acteurs locaux au développement local s'avère une nécessité. Cette mesure favorise l'émergence d'une démocratie participative dans la société.

Nous aborderons dans cette section la relation entre développement local et gouvernance locale.

1-1 Développement local en Algérie

Le développement local est reflété par plusieurs éléments.

1-1-1 La démarche algérienne vers le développement local.

Les efforts consentis par l'Etat algérien pour amorcer un vrai développement local, au lendemain de l'Indépendance, se sont inscrits, plus tôt, dans une perspective régionale, et non locale. C'est ce qu'a remarqué l'auteur Marc Ecrement (1986), qui a fait cette observation sur ce point précis : « Des premières années d'indépendance jusqu'en 1974, l'action du pouvoir central en faveur des régions revêtent la forme de programmes de lutte contre les disparités inter et intra régionales. Ces programmes, Programmes Spéciaux à partir de 1966 et Programmes d'Equipement Local des Communes à partir de 1970, servent de substitut à une politique d'aménagement du territoire »¹. Nous constatons ici que la politique poursuivie par l'Etat central s'inscrivait davantage dans une perspective régionale plutôt que locale. De même, cette politique interprétait un centralisme exagéré de la décision². En effet, les

¹ ECREMENT M. (1986), « *Indépendance politique et libération économique : un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985* », Entreprise Algérienne de Presse (Alger), Office des Publications Universitaires (Alger) et Presses Universitaires de Grenoble (France), p. 160.

² ARHAB B. (2004), « *La décentralisation comme moyen de mobilisation pour le développement* », dans FERGUENE Améziane (Ed) (2004), op cit, p. 163.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

citoyens, de même que les entreprises, n'avaient pas la possibilité d'exprimer leurs avis et d'initier des projets de développement, ces derniers étaient décidés par l'Etat. Ainsi, dans son fonds, cette politique visait principalement la réduction des déséquilibres entre régions et ne s'inscrivait pas comme le cœur du développement local. La planification et le centralisme sont ainsi les grandes caractéristiques de la première phase (jusqu'aux années 1980) d'émergence du développement local en Algérie. Ce n'est qu'à partir de 1974 que le véritable recentrage vers le développement local, notamment à travers la décentralisation et la promotion des responsabilités des collectivités locales, a commencé à se faire sentir. C'est ce qui ressort en tout cas des conclusions du rapport général du plan quadriennal 1970-1973. Le plan quadriennal 1974-1977 a constitué le tremplin de la politique de développement local en Algérie. Ce plan présente alors le plan communal. Ce dernier est perçu comme un nouvel instrument destiné à regrouper dans un cadre cohérent toutes les interventions de portée locale proposées par la Commune, réalisées et gérées par elle et financées sur ressources centrales³. Ce plan est notamment celui qui met en place deux mesures phares du développement local : les Plans Communaux de Développement (PCD) et les Programmes d'Industries Locales (PIL).

Marc Ecrement 1986, souligne alors que les PCD correspondent à une phase d'approfondissement de la cohérence du développement local planifié. Ils sont une tentative de franchissement des limites inhérentes à la nature des Programmes Spéciaux et sont présentés comme une réponse appropriée aux insuffisances des Programmes d'Equipement Local des communes. Les PCD contiennent trois types de Plans : des plans communaux de la réforme agraire dont ont bénéficié près de 580 communes, les plans communaux semi-urbains (pour 70 communes) et les plans communaux de modernisation urbaine (PMU) qui ont touché environ 30 communes. Comme bilan physique des PCD, il est noté qu'entre 1974 et 1977, chaque commune avait 8 à 10 PCD et que le nombre de projet extra-communaux à impact communal variait de 11 à 13 projets par commune.

Quant aux Programmes d'Industries Locales (PIL), ces derniers sont destinés en plus de la commune, à la wilaya. Ils devaient être à la base d'un second secteur industriel étatique et

³ ECREMENT M. (1986), « *Indépendance politique et libération économique : un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985* », Entreprise Algérienne de Presse (Alger), Office des Publications Universitaires (Alger) et Presses Universitaires de Grenoble (France), p. 160.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

décentralisé contenant des Entreprises de Collectivités Locales, Communales ou Régionales. Les PIL ont consisté en un portefeuille de près de 690 projets (Arabi-Megherbi, 2009)⁴ et ont été appliqués dans trois secteurs de l'économie algérienne : la Petite et Moyenne Entreprise (PME mécanique, métallique et électrique, chimique, de matériaux de construction, alimentaire, textile...), l'artisanat traditionnel de production (tissage, tricotage et broderie, meuble sculpté...) et enfin, le tourisme et le thermalisme (hôtels, aménagement balnéaire, campings et stations thermales...). Cela renseigne sur la nature du développement local amorcé. Ce dernier n'est pas le produit des acteurs des communes mais plutôt un développement « assisté », ce qui confirme le centralisme exagéré de la décision. En effet, les PCD et les PIL apparaissent comme les instruments par lesquels l'Etat central assiste et met sous perfusion une périphérie déclinante (wilayas et communes).

L'évaluation pratique de cette première phase n'a pas ainsi donné de résultats satisfaisants. Certes, les conditions de vie des populations se sont améliorées mais de façon passive, car elles ne sont pas concertées même pour ce qui concerne les priorités dont elles ont besoin. Durant cette phase beaucoup de social a été fait mais au détriment de l'économique. Ainsi, il n'y a pas eu beaucoup d'actions pour maintenir en fonctionnement toutes les entreprises locales qui ont été créées. Beaucoup d'entre-elles a disparu à partir du début des années 1980 faute d'une gestion rationnelle et, surtout, de la crise du système centralisé. La stratégie algérienne de développement ayant montré beaucoup d'échec, il semblait nécessaire et même urgent qu'il y ait une planification décentralisée pour les projets de développement.

Durant les années 1980, le système économique algérien se trouvant en crise, des réformes ont dû être menées. C'est ainsi que commence la seconde phase de l'émergence du développement local en Algérie. Ces réformes ont principalement porté sur la restructuration organique des entreprises, mais également sur la suppression des deux tiers des Entreprises Publiques Locales créées. Puis, avec la promulgation des lois n°88-02 du 12 janvier 1988 concernant la nouvelle organisation de la planification, 90-08 et 90-09 du 07 avril 1990 relatives respectivement à la commune et à la wilaya, ainsi que la loi n°93-12 du 05 octobre

⁴ ARABI-MEGHERBI Khelloudja (2009), « *Politique publique et développement local dans la région de Bejaia : A la recherche d'une gouvernance territoriale* ». Dans MEZOUAGHI M. (sous la direction de). (2009), « *Les localisations industrielles au Maghreb : Attractivité, agglomération et territoires* », édition KARTHALA (Paris) et IRMC (Tunis), pp. 233-260.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

1993 relative aux investissements, l'Etat algérien marque son désengagement du secteur économique et la dévolution de plus grandes prérogatives au niveau local. La commune et la wilaya se trouvent alors investies de nouvelles missions et de nouvelles responsabilités en matière économique et sociale.

Entre 1993 et 1998, le modèle de développement algérien a été abandonné car, le pays était soumis au Plan d'Ajustement Structurel (PAS) sous la direction du Fond Monétaire International (FMI). Ce n'est qu'à partir des années 2000, une fois que les principales variables macroéconomiques ont été stabilisées avec le concours du PAS, qu'un Plan de Soutien à la Relance Economique (PSRE) a été lancé et doté de sommes conséquentes. Le PSRE (2001-2004) consistait en une série de mesures destinées à favoriser la création et la promotion d'un tissu de PME-PMI. Des structures de facilitation de création d'entreprises sont alors mises en œuvre pour la concrétisation de cet objectif. Elles ont consisté principalement dans le Fonds de Garanties (FGAR), les pépinières d'entreprises et les centres de facilitation telle que l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ). Des projets d'infrastructures ont été également lancés avec le PSRE. Toutefois, il est à noter que la plupart de ces structures d'accompagnement sont centralisées, rendant, de ce fait, les procédures lentes et bureaucratiques.

Après le PSRE, l'Etat algérien élabore et met en œuvre le Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance Economique (PCSCÉ) d'une durée s'étalant entre 2005 et 2009. L'Etat vise, à travers ce second plan, le soutien des résultats réalisés grâce au PSRE et leur consolidation. Le PCSCÉ s'est réparti sur cinq volets : l'amélioration des conditions de vie, le développement des infrastructures, le soutien à la croissance économique, la modernisation du service public et la promotion des technologies de l'information et de la communication. Afin de les concrétiser, le plan complémentaire mise notamment sur la modernisation de l'agriculture, la mise en place de technopôles, ainsi que le renforcement et le soutien aux PME-PMI. Toutefois, en dépit des efforts fournis dans le cadre des différents programmes de développement, les résultats au niveau local en matière de développement se font lents à ressentir. Des budgets importants sont alloués aux différents projets à l'instar de ceux inscrits dans le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT 2025) dont l'objectif lié, tel qu'énoncé dans le Projet SNAT -2025-, est « de programmer des équipements collectifs et

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

de mettre en œuvre des politiques de développement régional et local »⁵. Ces équipements doivent être programmés en fonction des besoins des acteurs locaux. Autrement dit, leur définition doit être faite en association avec les acteurs locaux aptes à susciter des projets de développement en concordance avec les objectifs du schéma national. Cependant, force est de constater que le financement de ces équipements est entièrement sur fonds centraux. Cela laisse moins de prérogatives au niveau local et pose, de nouveau, la problématique du centralisme exagéré.

1-2 La Gouvernance locale en algérie

Sans doute, une bonne gouvernance locale exige l'implication des différents acteurs du territoire. Ces derniers sont, respectivement, les acteurs politico-administratifs, les acteurs économiques, et les acteurs de la société civile. La cohérence et la coordination entre tous ces acteurs du territoire dans la gouvernance territoriale sont indispensables pour amorcer un vrai développement local. Mais, il faut aussi que l'Etat accorde plus de prérogatives aux échelons territoriaux inférieurs, notamment à la wilaya et à la commune, pour réussir ce pari. Cela ne peut se faire que par la politique de la décentralisation. Cette dernière est, d'ailleurs, officiellement consacrée en Algérie par l'ordonnance n°67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal, et par la loi n°90-08 du 07 avril 1990 modifiant et complétant l'ordonnance de 1967. Aussi, la décentralisation favorisant l'initiative locale en matière du développement a été encouragée par la promulgation des lois n°90-09 du 07 avril 1990 portant code de wilaya et n°90-31 du 04 décembre 1990 relatives aux associations.

1-2-1 La politique algérienne de décentralisation

Malgré la volonté affichée par l'Etat algérien de consacrer la décentralisation comme un mode de gouvernance, en promulguant, notamment, l'ordonnance n°67-24 du 18 janvier 1967, les collectivités locales (communes) ont demeuré paradoxalement, et ce, durant des années, comme de simples entités territoriales administratives, dépourvues de tout pouvoir décisionnel. En effet, leurs missions se résumaient uniquement dans la mise en œuvre des programmes de développement décidés par le gouvernement. Cette attitude de s'accaparer de

⁵ Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (2004), « *Projet SNAT 2025 : Jeux des Acteurs et éléments de régulation* », mission 1, rapport 5, ABI 21, p. 3.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

tout les pouvoirs décisionnels par le gouvernement est qualifié par l'auteur B. Arhab(2004)⁶, de « centralisme exagéré de la décision ». Les autres acteurs du territoire, tels que les associations, entreprises ou élus locaux sont tout simplement exclus dans la prise de décision concernant l'inscription des projets de développement. Ainsi, toute initiative de développement local émane du seul gouvernement central.

Toutefois, cette politique de gestion centralisée n'a pas donné de résultats probants. Le développement économique et social n'a été encouragé que dans les grandes agglomérations, au détriment des régions périphériques aux grandes villes. L'échec a été favorisé par les décisions centralisées caractérisées par une lenteur flagrante.

C'est vers le début des années 1980 que l'Etat algérien a décidé de mettre en place une stratégie de développement consacrant plus de souplesse dans le processus de prise de décision. Cela s'est traduit dans la pratique par une libéralisation de l'économie et une restructuration organique des grandes entreprises. Ces dernières ont été divisées en petites unités ou filiales, réparties à travers le territoire national. En outre, et sur le plan de la gestion territoriale, l'Etat a procédé à un nouveau découpage territorial en 1984. Désormais, l'Algérie compte 48 wilayas, composées de 160 daïras contenant au total 1541 communes.

Pour rendre la décentralisation réelle, les wilayas et les communes, en tant qu'institutions territoriales, ont été dotés d'organes de fonctionnement. La wilaya est gouvernée par un Wali, lequel est nommé par décret présidentiel, et par une Assemblée Populaire de Wilaya (APW) élue. La commune quant à elle est gérée par une Assemblée Populaire Communale élue. Ce réaménagement consacre la wilaya, représentée par un exécutif nommé par le président de la république, ainsi qu'une assemblée élue (APW), en tant qu'entité décentralisée du gouvernement central. La commune, quant à elle, représente une entité territoriale locale, représentée par son assemblée et son exécutif municipal. Cependant, il a fallu attendre la promulgation des lois n°90-08 et 90-09 du 07 avril 1990 relatives respectivement à la commune et à la wilaya, pour que ces deux échelons territoriaux (wilaya et commune) aient plus de prérogatives dans la prise des décisions. Par exemple, l'article 1 du code communal (loi 90-08 du 07 avril 1990) stipule clairement que « *la commune est la collectivité territoriale de base dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière*

⁶ ARHAB B. (2004), « *La décentralisation comme moyen de mobilisation pour le développement* », dans FERGUENE Améziane (Ed) (2004), op cit, p. 163.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

». Cette loi lui confère Elle des prérogatives pour se doter des différents services nécessaires pour son fonctionnement. Concernant le coté financier, l'article 163 du code communal explique quelles sont les sources financières de la commune. Elles viennent, entre autres, des ressources fiscales perçues au profit des communes, des participations ou attributions financières de l'Etat, les taxes, droits et rémunération des services rendus...etc.

Ce sont ces lois qui ont marqué la rupture avec le modèle de gestion centralisée et encourager l'initiative locale. Par ailleurs, et dans le but de renforcer de ces nouvelles mesures, l'Etat a promulgué la loi n°90-31 du 04 décembre 1990 relative aux associations, l'un des acteurs censés participer à la gouvernance territoriale. Cette nouvelle loi, selon B. Arhab (2004, p. 171), a permis la création d'environ 60 000 associations en l'espace de sept ans, entre 1990 et 1997. A travers la promulgation de cette loi sur les associations, la voie est ouverte à la concrétisation de la participation citoyenne et d'autres acteurs associatifs dans l'élaboration des politiques de développement économique et social.

1-3 Relation entre le développement local et Gouvernance locale en algerie

Un vrai développement local exige une bonne gouvernance territoriale. Cette dernière, pour qu'elle soit efficace, doit associer tous les acteurs locaux. C'est ce qu'affirme le rapport 5 de la mission 1 du projet SNAT -2025. Il n'est pas possible, note ce rapport, aux responsables locaux, de « *réaliser de manière efficace leurs objectifs de politique économique s'ils n'y associent pas de manière positive et proactive tous ceux qui y ont un intérêt ou peuvent en influencer le déroulement* ». La participation des acteurs locaux, à tous les niveaux (social et économique), dans la conception et l'élaboration des projets du développement local, est indispensable pour garantir la réussite des gouvernements locaux dans la concrétisation de leurs objectifs. Donc, à la décentralisation des décisions, la participation de l'ensemble des acteurs locaux au développement local s'avère une nécessité. Cette mesure favorise l'émergence d'une démocratie participative dans la société.

Concernant le point relatif à l'élaboration des stratégies et les jeux d'acteurs en Algérie, une étude sur le terrain, réalisée en 2010 par Nait-Chabane, dans la wilaya de Bejaia, a révélé le peu de participation des opérateurs économiques, surtout les privés, et de la société civile, représenté par le mouvement associatif, dans la préparation des stratégies et l'exécution des jeux des acteurs locaux au niveau de cette wilaya. Ces deux acteurs, c'est-à-dire les opérateurs économiques privés et la société civile, sont mis à l'écart dans le processus de gouvernance

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

territoriale en Algérie. Par contre, cette étude a démontré que les acteurs relevant « *des Administrations Déconcentrées de l'Etat* », c'est à dire les représentants directs de l'Etat au niveau local, tel que les différentes directions régionales relevant des ministères, sont les plus agissants et les plus influents dans le processus de gouvernance. Cette situation freine le développement local, lorsque nous savons que ces acteurs sont peu sensibles aux préoccupations locales.

1-3-1 Exigences du développement local et gouvernance

On peut l'observer le développement local est fortement conditionné par l'implication d'une multitude d'acteurs dont l'intervention en terme d'efficacité et d'efficience pose la question de la bonne gouvernance. La gouvernance d'un territoire relèverait donc la capacité des acteurs-clés privés et publics à

- s'organiser de façon consensuelle afin de se fixer des objectifs communs en matière de développement économique régional,

- s'accorder sur une vision commune du futur pour leur territoire,

- s'entendre sur les moyens que chacun mettra à la disposition de la collectivité pour atteindre les objectifs définis en commun.« La gouvernance est donc un processus beaucoup plus complexe que la recherche d'une prétendue légitimité démocratique ou que la mise en place d'un processus de décentralisation des responsabilités en matière de développement économique ». La gouvernance sera ainsi de plus en plus un facteur déterminant du développement économique régional, notamment avec la prise de conscience de la nécessité de renforcer les spécificités régionales comme alternative à l'homogénéisation et à la globalisation de l'économie.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Section 2 présentation de l'enquête de terrain

Après notre travail théorique sur le développement local et la gouvernance locale nous permettant de cerner dans un certain sens la relation existant entre ces deux concepts (particulièrement la nécessité de coordination entre la diversité des acteurs pour trouver des solutions productives inédites), il est à présent temps d'interroger le terrain sur la situation concrète de l'état des relations entre acteurs. Il est à se demander si ces relations existent réellement et vers quelles fins sont-elles orientées ; De même, il est à se questionner sur la nature de ces relations et de l'acteur qui les domine. Ceci appelle ainsi à des éléments issus d'une démarche empirique afin d'établir l'état des lieux concernant la gouvernance locale et le développement local dans la commune de Bejaia.

Avant de passer à notre étude de cas, nous avons jugé nécessaire de présenter les démarches de déroulement de l'enquête réalisé sur le terrain.

2-1-1 Les objectifs de l'enquête de terrain, la population cible et l'échantillonnage

L'objectif principal de l'enquête est bien de répondre à notre problématique et de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse. Par ailleurs, elle se donne pour autres objectifs de collecter le maximum possible d'éléments liés à notre terrain d'étude de dégager les données et caractéristiques principales concernant les acteurs ciblés et d'explorer la perception des acteurs quant aux problématiques de développement et de gouvernance local.

Après avoir fixé les objectifs de l'enquête à mener, il est important de déterminer la population que va cibler cette dernière. Dans notre cas, la population ciblée est constituée de l'ensemble des acteurs de la commune de Bejaia à savoir les Administrations Déconcentrées de l'Etat (différentes directions de la commune), la société civile (partis politiques, syndicats et associations), les organismes parapublics (Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture et Chambre de l'Artisanat et des Métiers), les Entreprises et les élus locaux (APC et APW). Puis, vu la méconnaissance de la taille exacte de la population, il nous était impossible de la cibler dans son ensemble. Nous avons alors procédé à l'échantillonnage de la population en deux étapes :

- **La première** a consisté en l'application de la méthode d'échantillonnage stratifié : Celle-ci nous a permis de dégager des classes, les plus homogènes possibles, pour notre travail. Nous avons ainsi obtenu sept(07) catégories d'acteurs que sont les Entreprises, les Administrations Déconcentrées de l'Etat (ADE), les élus locaux (APC et APW),

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

les associations (de toutes natures), les organismes parapublics (différentes Chambres) et les organisations syndicales, les partis politiques. Ensuite, ne connaissant pas également la taille exacte de chaque strate obtenue, il nous était donc impossible de poursuivre l'échantillonnage stratifié et de déterminer les quotas à respecter dans chaque catégorie. Il était alors plus judicieux.

- **seconde étape** de poursuivre notre échantillonnage en appliquant la méthode aléatoire : Celle-ci a consisté en la sélection aléatoire d'un nombre d'acteurs à cibler dans chaque catégorie en essayant toutefois de toucher le maximum de sujets afin de faire face à l'éventuel problème de non réponse.

Ainsi, ces deux étapes de l'échantillonnage effectuées, nous avons sélectionné pour chaque catégorie un nombre d'acteur à viser sur le terrain. Nous avons sélectionné, par conséquent, un nombre total de 45 acteurs répartis sur les Sept (7) catégories. Nous avons pu obtenir un taux de réponse satisfaisant estimé à 57,78% de l'échantillon visé

Le tableau 1 ci-après donne le nombre d'acteurs visés pour chaque catégorie ainsi que le nombre et le taux de réponse. A titre d'exemple, parmi les 20 entreprises constituant notre échantillon total, seules 13 entreprises ont répondu favorablement, soit un taux de réponse de 65%. Nous ferons remarquer que nous avons obtenu des taux de réponse satisfaisant pour chaque catégorie

Tableau N° 1 : Taille et structure de l'échantillon visé

Catégorie	Nombre d'acteurs visés	Nombre d'acteurs ayant répondu	Taux de réponse (%)
Entreprises	20	13	65%
ADE	5	4	80%
Elus locaux (APC, APW)	4	2	50%
Associations	5	4	80%
Organismes Parapublics	4	2	50%
organisations syndicales	4	1	25%

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

partis politiques	3	0	0%
Total	45	26	57,78

Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

2-2-Présentation et structure de l'échantillonfinal.

A la fin de notre enquête de terrain, nous avons pu réunir 26 questionnaires émanant des différents acteurs ciblés. L'échantillon final se caractérise, comme le montre le tableau 2 ci-après, par des taux de réponses satisfaisants dans chaque catégorie d'acteurs à l'exception des partis politiques que nous n'avons pas pu approcher. L'absence des partis politiques dans notre échantillon se justifie par l'abandon des questionnaires administrés après n'avoir obtenu aucune réponse en dépit des maintes relances. L'abandon s'explique par la non-présence des membres des partis au sein de leurs sièges respectifs (les sièges des partis étaient, la plupart du temps, déserts. Seuls les concierges étaient présents). Pendant toutes nos tentatives, les responsables étaient toujours affichés aux abonnés absents.

Tableau N° 2 : Taille et répartition de l'échantillon final.

Catégorie	Nombre d'acteurs ayant répondu	Taux de réponse (%)
Entreprises	13	65%
ADE	4	80%
Elus locaux (APC, APW)	2	50%
Associations	4	80%
Organismes Parapublics	2	50%
organisations syndicales	1	25%
Partis politiques	0	0%
Total	26	57,78

Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

Tableau N° 3 : Répartition des entreprises selon leur chiffre d'affaires.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

quel est votre chiffre d'affaire		
	NR	Taux %
inferieur à 20 millions DA	3	23, 07%
entre 20 et 100 millions DA	2	15, 4%
entre 100 et 200 millions de DA	5	38, 5%
entre 200 et 2 milliards de DA	1	7, 7%
plus de 2 milliards DA	2	15,4%
Total	13	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°3.

Nous remarquons, que répondu à cette question juste 17 répondant, la majorité de ces entreprises sont des Sarl.

2-3 Les outils méthodologiques de l'enquête

Afin de pouvoir approcher, de la manière la plus objective possible, les acteurs de l'échantillon final dans le but de collecter les informations nécessaires à notre étude, il était nécessaire de recourir à l'utilisation de deux outils d'enquête : le questionnaire et les entretiens.

2-3-1 Le questionnaire d'enquête

Pour les besoins de l'enquête, nous avons élaboré un questionnaire destiné aux différents acteurs de l'échantillon. La construction propre du contenu du questionnaire s'est basée sur l'utilisation de deux types de questions :

➤ **question ouvertes** : Ceux sont des questions pour lesquelles la personne interrogée est libre de répondre dans ses propres termes, par exemple :

Comment définissez-vous le développement local ?

➤ **questions fermées** : Une question est dite fermée lorsqu'on enferme la personne interrogée dans un choix parmi les seules réponses. Ces réponses sont prévues à l'avance et l'enquêté coche des cases pour répondre.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

L'avantage de ces questions est leur simplicité, à la fois pour l'enquêteur (facilement le recueil de l'information), pour la personne interrogé (elles maintiennent l'enquête dans les limites du sujet) et pour le dépouillement ultérieur

Il existe deux formes de questions fermées :

- **Les questions fermées dichotomiques** : questions pour lesquelles la personne interrogée est contrainte de choisir entre deux réponses proposées comme par exemple :

Avez-vous déjà bénéficié d'un projet de développement local ?

Oui **Non**

- **Les questions fermées à choix multiples** : questions qui laissent pour le répondant la liberté de choisir une ou plusieurs réponses, par exemple :

- Selon vous, qui sont les acteurs concernés par le processus de gouvernance au niveau local?

Entreprises.....

Elus locaux (APC/APW).....

Administrations Déconcentrées de l'Etat.....

Partis politiques.....

Patronat/ Chambres de commerces, d'industries,...

Organisations syndicales.....

Associations.....

Quant aux grands items du questionnaire, ceux-ci ont été regroupés dans 4 axes distincts :

Le premier axe, intitulé présentation des répondants, vise la finalité d'identification des acteurs. Il se donne ainsi pour objectif de recueillir la somme des informations nécessaires permettant de dresser une fiche signalétique de l'acteur en question. Entre autres, cet axe nous a permis de classer les acteurs chacun selon sa catégorie. Enfin, il nous a permis de déterminer le poids de chaque acteur de notre échantillon dans la commune de Bejaia grâce à des questions d'ordre technique (Chiffre d'affaire, Budget, activité principale, missions dans la commune).

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Le deuxième axe, intitulé l'approche du développement local, vise à cerner la manière dont les acteurs conçoivent et appréhendent les actions de développement local. Il nous a été utile afin de mettre en relief l'implication des acteurs dans les projets de développement, le rôle qu'ils peuvent adosser ainsi que les facteurs influant sur la réussite des projets

Le troisième axe, intitulé l'approche de la gouvernance locale, vise quant à lui, comme dans l'axe précédent, à déterminer la vision des acteurs quant à la gouvernance locale. Il nous a conduits notamment à hiérarchiser les acteurs dans le processus de prise de décision, voire de gouvernance et, de déceler les facteurs entravant ou, au contraire, permettant de renforcer les mécanismes de gouvernance sur le terrain.

Enfin, le quatrième axe, intitulé interaction gouvernance territoriale-développement local, se justifie par la volonté de déceler les relations entre acteurs aboutissant, ou non, à des projets de développement.

2-3-2 Les entretiens

L'entretien est un outil permettant d'explorer le point de vue de l'acteur enquêté. Il est par conséquent non structuré et laisse libre accès à l'acteur de choisir son point de vue. L'acteur s'exprime, dans ce cas, à travers un discours qu'il faut analyser. Selon les cas, l'entretien peut prendre trois formes. Il peut être directif (guidé par l'enquêteur à travers des questions précises), semi-directif (l'enquêteur pose des points de repère concernant son sujet et laisse libre cours au répondant de s'exprimer sur ces points) ou non-directif (l'enquêteur expose le sujet traité et s'efface pour laisser le répondant développer les points dont il a envie). En ce qui concerne notre enquête, nous avons pu réaliser quelques entretiens avec certains responsables d'entreprises, quelques élus locaux, des responsables d'administrations déconcentrées et certains responsables d'associations. Nous avons ainsi mené des entretiens semi-directifs afin de donner aux enquêtés la liberté de développer les points qu'ils jugent importants tout en leur posant des points de repère (en cadrant l'entretien).

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Section 3 : Résultats et analyse de la gouvernance locale et développement local dans la commune de Bejaia.

Dans le but d'illustrer ce qui a été développé dans la partie théorique de notre travail et afin de pouvoir répondre à la problématique posée, nous avons effectué une enquête au sein de la commune de Bejaia, dans lequel nous avons pu recueillir des informations au voir les différents observations données par l'ensemble de l'échantillon.

Et dans ce qui suit, nous allons faire part de notre travail de recherche sur le terrain auprès notre échantillonnage, pour la détermination de l'apport de la gouvernance locale au développement de la commune de Bejaia.

3-1 L'approche du développement local

Question N°5

Avant de parler des projets de développement qui concernent la commune de Bejaia, on a d'abord voulu connaître le point de vue des différents acteurs sur la question du développement local et on a obtenu les réponses suivantes :

-Selon les élus de l'APC de bejaia, Le développemnt local est un processus de diversification et enrichissement des activités économiques sur un territoire.

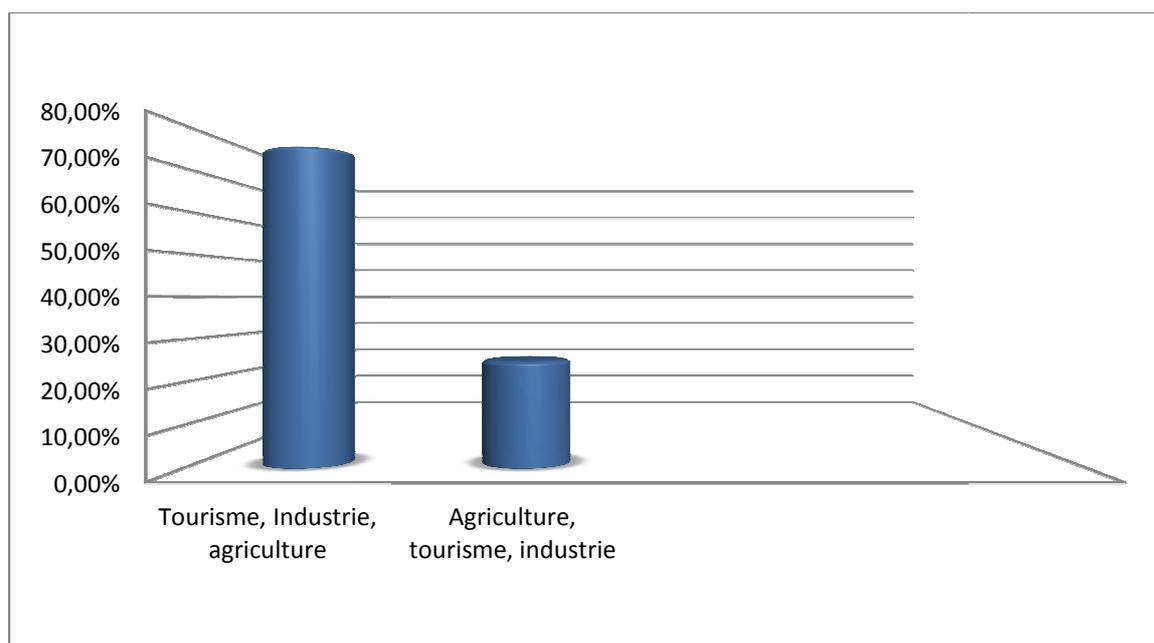
-Selon la derction de commerce, prosperite des secteurs de base(agriculture, éducation, industrie, tourisme.....)

Question N°6 :

Bejaia est une commune riche en atouts (mer, montagne...) et en secteurs d'activité. La figure 1 suivante illustre le classement des grands secteurs économique selon le critère de l'importance.

Figure N°1 : classement des secteurs (atouts) de la commune de Bejaia

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance



Source : établir à partir de notre enquête de terrain.

De cette figure la majorité (75%) des acteurs questionnés, classent les secteurs économique de la commune de Bejaia comme suit : Tourisme en première position suivi de l'industrie et enfin l'agriculture. Cependant (25%) classe L'agriculture en premier lieu puis le tourisme et enfin l'industrie.

En plus du classement des secteurs cité plus haut, d'autres branches aussi importantes les unes que les autres sont soulignées. Il s'agit notamment de : la pêche, l'aménagement urbain, la santé, le bâtiment, l'éducation, qui profitent aussi bien de différents projets de développement.

Question n°7:

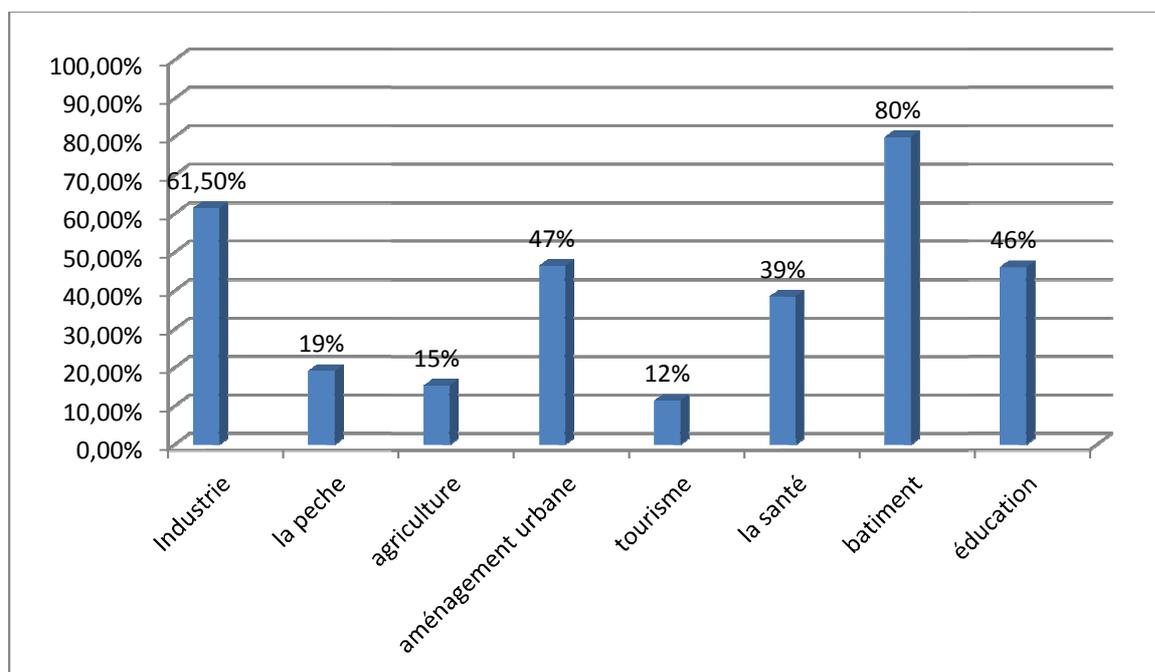
Tableau N° 4 : Les secteurs qui ont le plus de projet de développement

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

les secteurs qui ont le plus de projet de développement		
	NR	Taux%
Non réponse	1	3,8%
son industrie	16	61,5%
la pêche	5	19,2%
l'agriculture	4	15,4%
l'aménagement urbain	12	46,2%
le tourisme	3	11,5%
la santé	10	38,5%
le bâtiment	21	80,8%
l'éducation	12	46,2%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°7

Figure N°2 : Les secteurs qui ont plus de projet de développement.



Source : fait à partir du tableau n°4

Les acteurs estiment de 80% que seul le secteur du Bâtiment reçoit le plus de projet pour la création des richesses et le développement local. Ainsi que, le secteur de l'industrie qui est de 61,50%. Et ceci est un grand inconvénient pour la commune de Bejaia à cause de sa morphologie nature et son caractère historique. Alors selon les acteurs, elle s'appuyer principalement sur le tourisme.

Question N°8 :

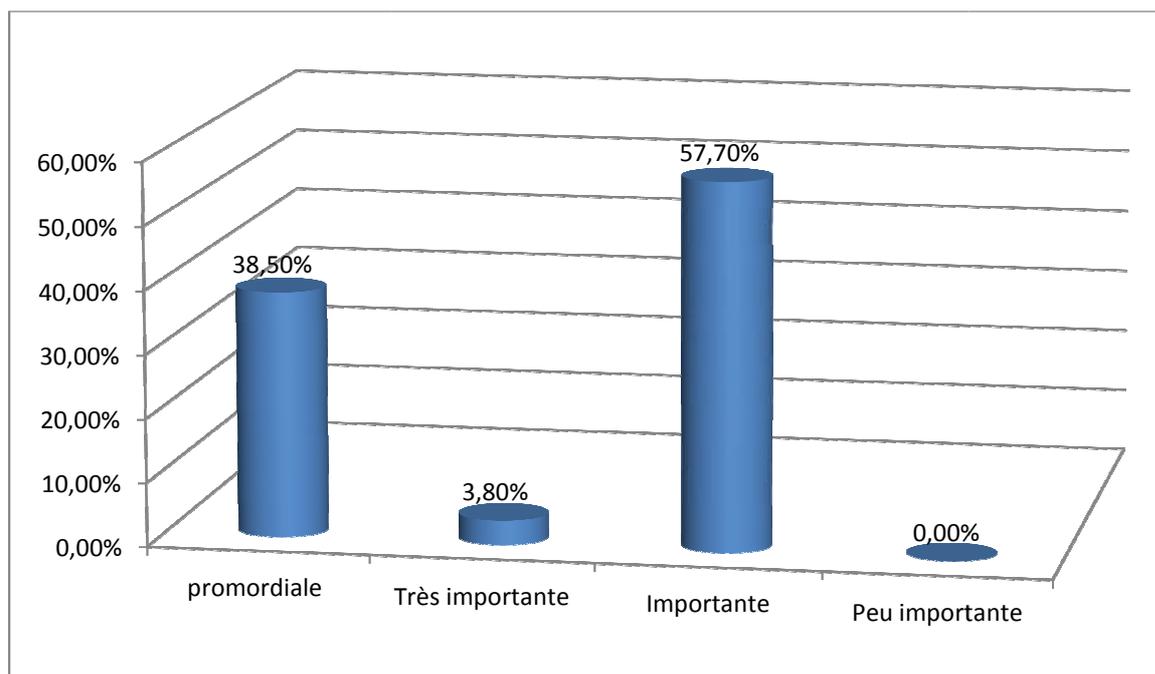
Tableau N°5 : La motivation des acteurs concernés pour la réussite des projets de développement

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

La motivation des acteurs pour la réussite des projet		
	Nb	% obs.
primordiale	10	38,5%
Très importante	1	3,80%
Importante	15	57,7%
Peu importante	0	0,00%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°8

Figure N°3 La motivation des acteurs concernés pour la réussite des projets de développement



Source : établi à partir du tableau n°5

Cette figure indique que la motivation des acteurs concernés pour la réussite des projets de développement est importante de (57,70%), , est primordiale de (38,50%) pour réussite de tout projet de développement.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

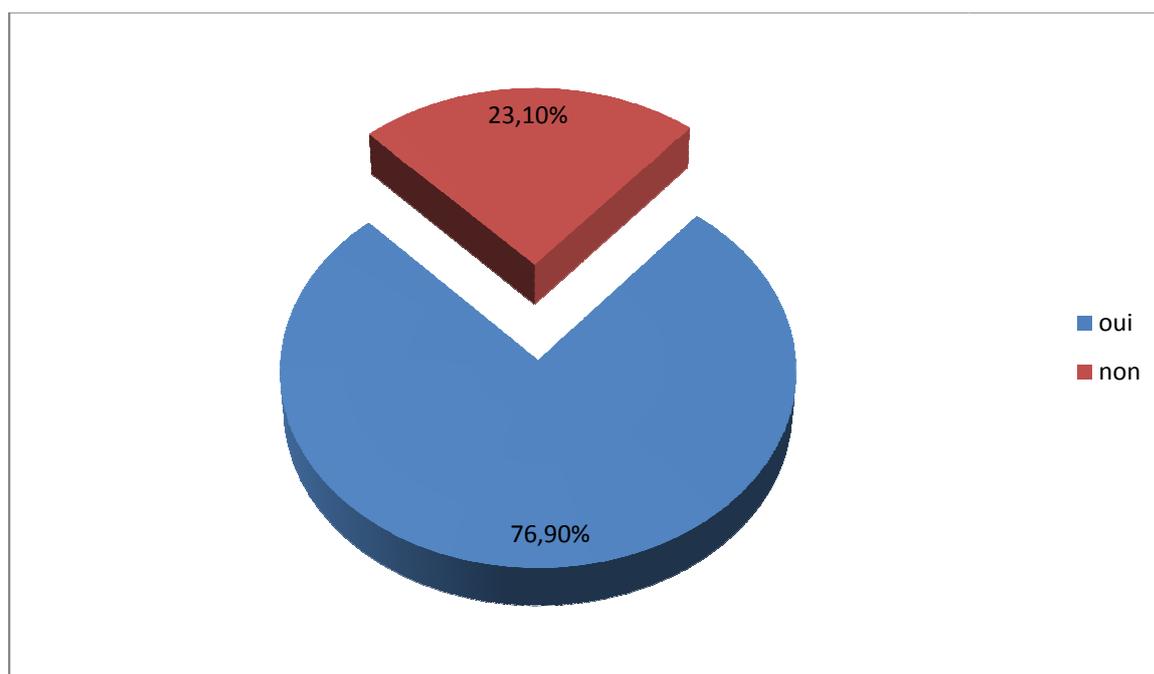
Question N° 9 :

Tableau N°6 : Le manque de projet de développement dans la commune de Bejaia

Exist-t-il un manque en projet		
	Nb	Taux %
oui	20	76,9%
non	6	23,1%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°9

Figure N° 4 : Le manque de projet de développement dans la commune de Bejaia.



Source : fait à partir du tableau n°6

L'ensemble des acteurs approuvent le manque flagrant en termes de projet de développement pour l'ensemble de la commune. Certains traduisent ces projets comme une anarchie totale que aucune harmonie entre les projets pour le bien collectives de la commune, aucun d'eux n'estime que la commune aménage des projets de développement tenant des résultats convenables. Et les motifs exprimés par le manque de projets sont expliqué dans le tableau suivant.

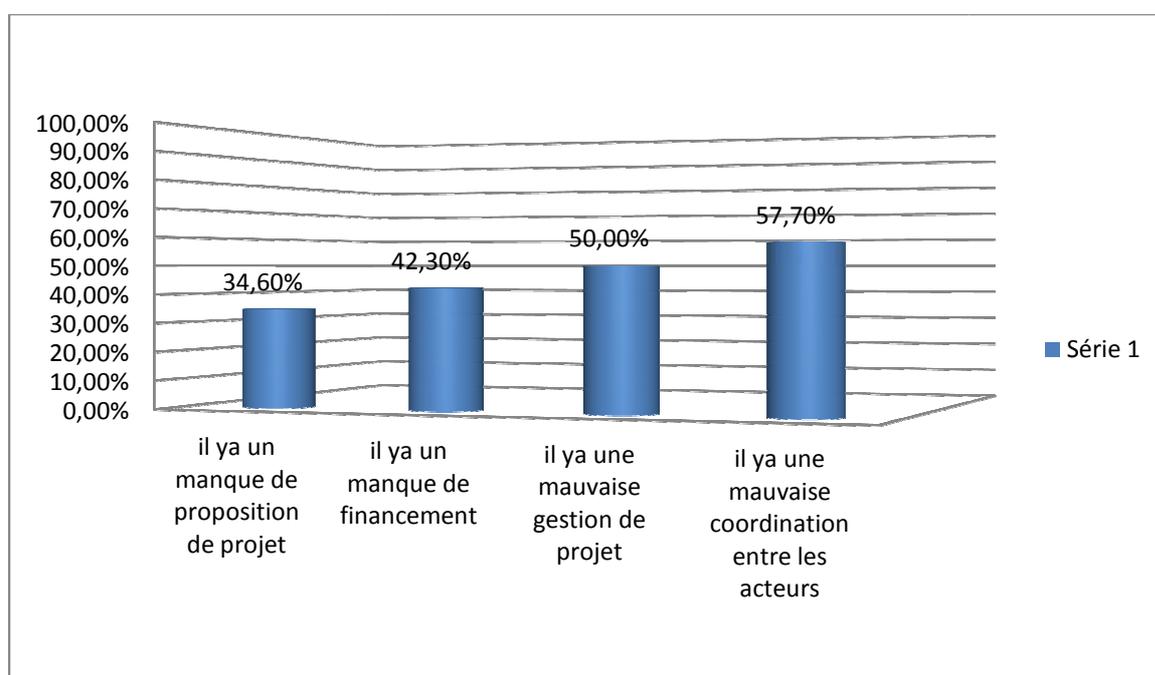
Tableau N°7 Les raisons exprimés par le manque de projets

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

si c'est oui		
	Nb	% obs.
il ya un manque de proposition de projets	9	34,6%
il ya un manque de financement	11	42,3%
il ya une mauvaise gestion de projet	13	50%
il ya une mauvaise coordination entre acteurs	15	57,7%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°9

Figure N°4 : Les raisons exprimés par le manque de projets.



Source : fait à partir du tableau n°7

Selon les acteurs, le manque de projets est à cause de la mauvaise coordination entre acteurs qui est d'une grande majorité 57,70%, cette mauvaise coordination entre les parties prenantes aux projets revoie à la faiblesse des mécanismes de la gouvernance dans la commune de Bejaia. Il ya aussi la mauvaise gestion de projet qui est de 50,00% et cela est une conséquence rationnel de la mauvaise coordination entre acteurs.

Question N°10

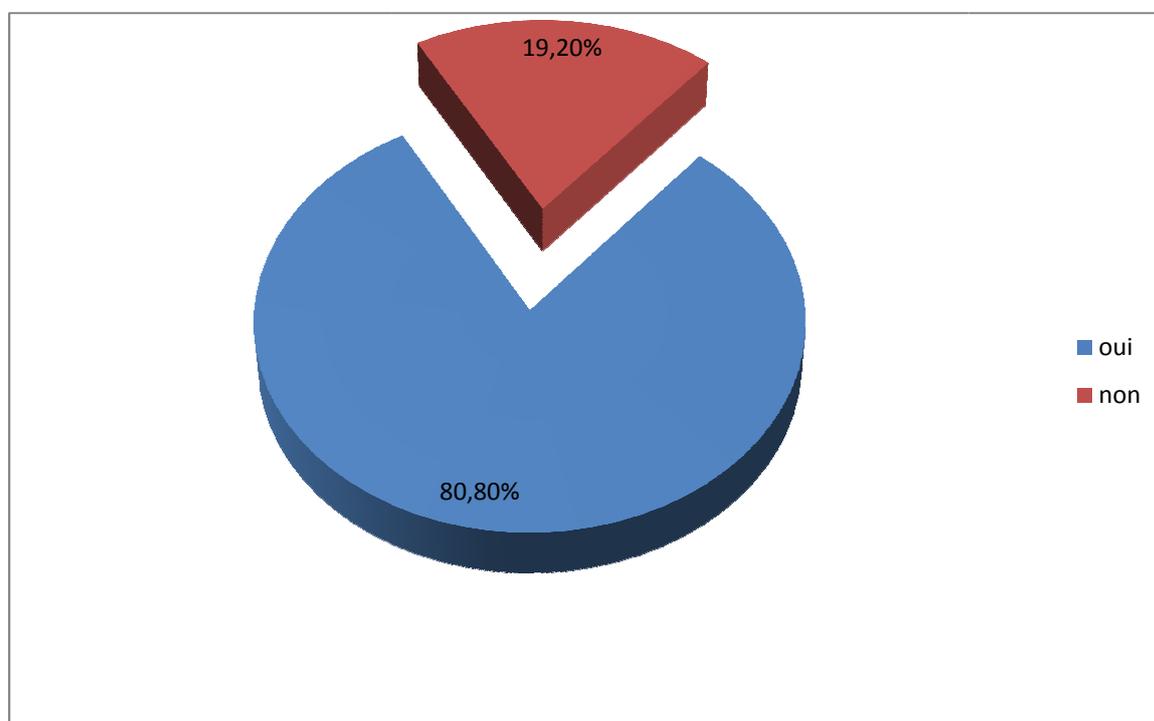
Tableau N° 8 : Avez-vous un rôle dans le processus de développement local.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Avez-vous un rôle		
	Nb	% cit.
oui	21	80,8%
non	5	19,2%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°10

Figure N°5 Avez-vous un rôle dans le processus de développement local.



Source : fait à partir du tableau n°8

Ce figure indique que 80,80% des acteurs participent dans le processus de développement local, est leurs rôles sont expliqué dans le tableau suivant.

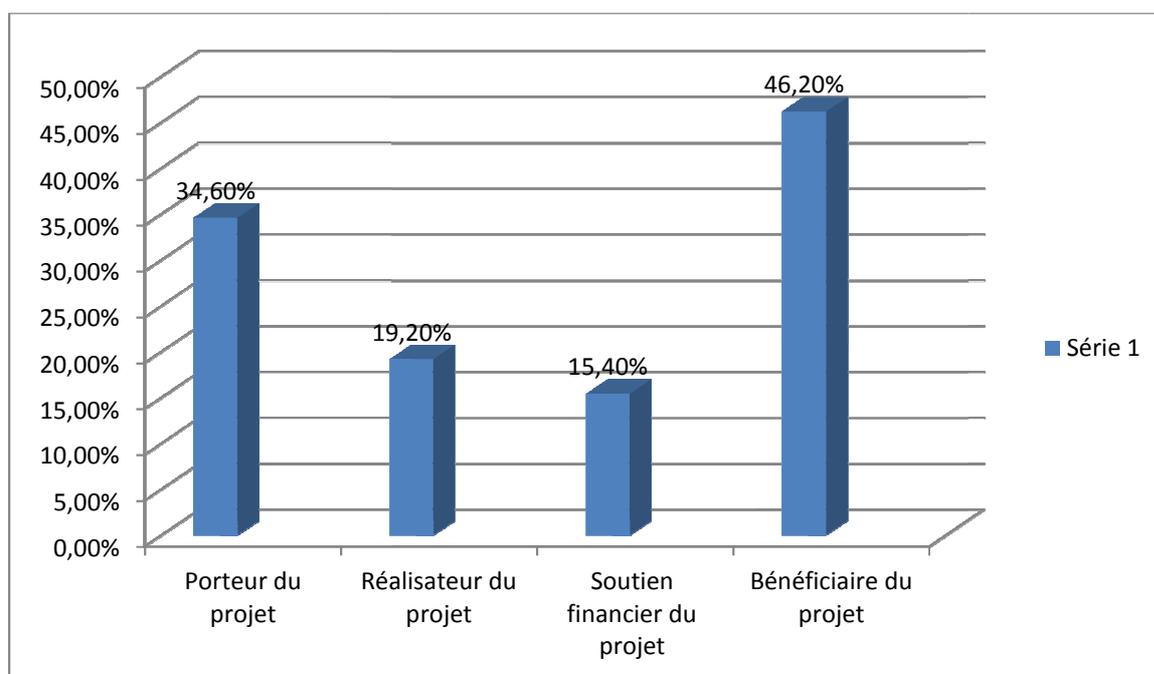
Tableau N°9 : votre rôle dans le processus de développement local

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

si c'est oui		
	Nb	% obs.
Porteur du projet	9	34,6%
Réalisateur du projet	5	19,2%
Soutien financier de projet	4	15,4%
Bénéficiaire du projet	12	46,2%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°10

Figure N° 6: votre rôle dans le processus de développement local



Source : fait à partir du tableau n°9

Nous constatant, que les acteurs jouent le rôle de bénéficiaire de projet de 46, 20%, et ceci provient du pouvoir de décision, alors que 34, 60% des acteurs se retrouvent tant qu'exécutant des décisions et non porteur de projets.

Question N°11 :

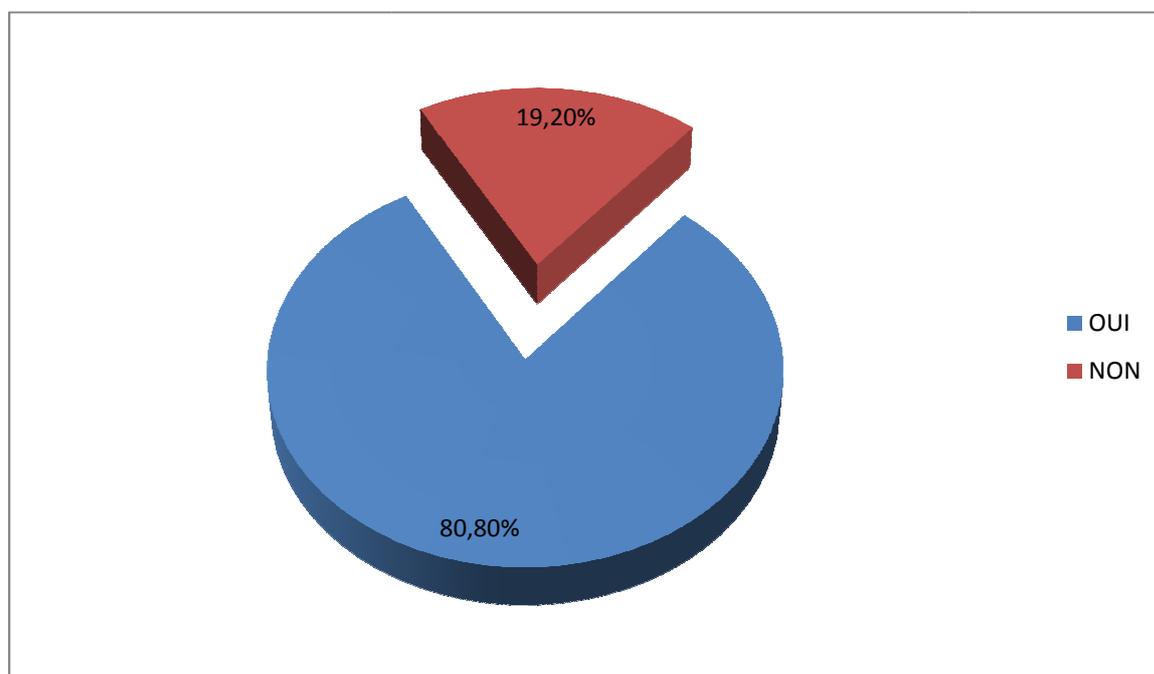
Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Tableau N°10 : Es-ce que la commune de Bejaia favorise les initiatives de développement Local

La commune de bajaia favorise Les iniative de développement local		
	Nb	% cit.
oui	21	80,8%
non	5	19,2%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°11.

Figure N°7 : Es-ce que la commune de Bejaia favorise les initiatives de développement Local



Source : établi à partir du tableau n°10

Cette figure on ne constate que majorité (80,80%) des acteurs questionnée dite que la commune de Bejaia favorise les initiatives de développement local.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

3-2 l'approche de la gouvernance locale

Question N°12

Dans ce point nous ferons un état des lieux sur l'application de la gouvernance locale dans la commune de Bejaia. Mais avant cela, nous voudrions d'abord récapituler les définitions que donnent ces acteurs à ce concept.

-Selon les élus de l'APC de bejaia, C'est la gestion participative des programmes et projet locaux de développement à travers une coordination entre les acteurs.

-Selon la derction de l'industrie, la gestion des ressources disponibles.

Question N°13 :

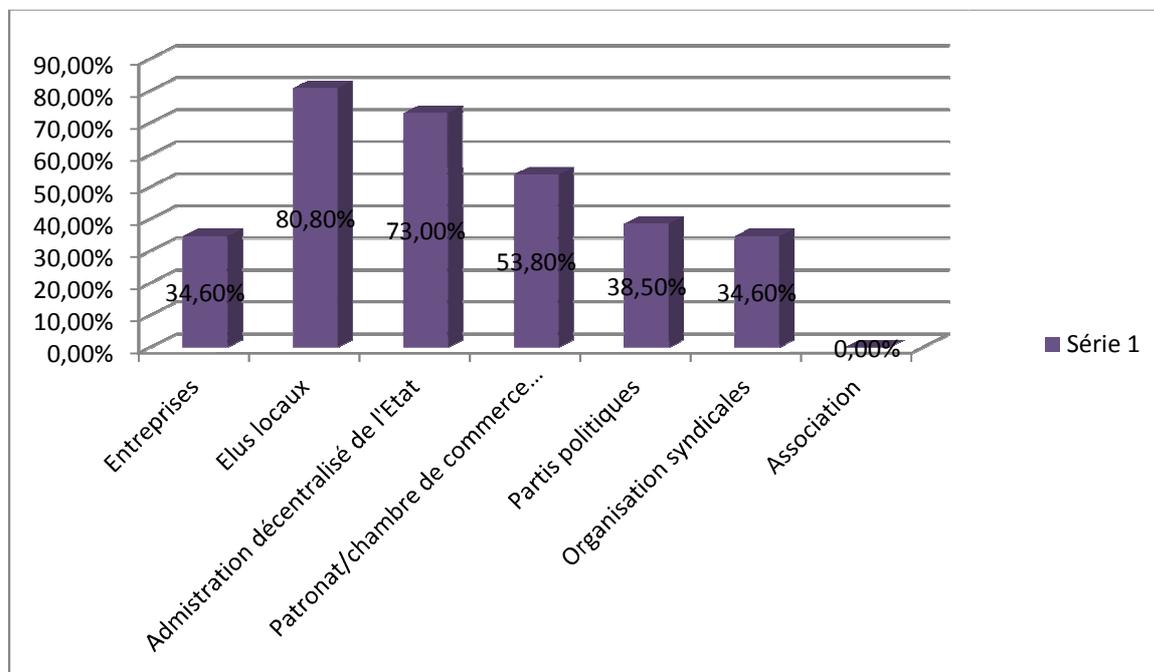
Tableau N°11 : acteurs concernés par le processus de la gouvernance au niveau local.

qui sont les acteurs de la gouvernance		
	Nb	% obs.
entreprise	9	34,6%
elux locaux	21	80,8%
administration décentralisées de l'Etat	19	73,0%
patronat/chambre de commerce et d'industrie	14	53,8%
partis politiques	10	38,5%
organisation syndicales	10	38,5%
association	9	34,6%
autres	0	0,0%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°13

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Figure n° 8 : Les acteurs concernés par le processus de la gouvernance au niveau local



Source : fait à partir du tableau n°11.

Ce tableau nous amène à déterminer la position de chaque catégorie d'acteur dans ce processus de la gouvernance. La première position est d'un taux de 80,80% des acteurs l'attribuent pour les élus locaux, la deuxième position à 73,00% est attribué aux ADE. La troisième position à 53,80% est attribuée au Patronat/chambre de commerce. Mais tous ce qui est des entreprises, partis politique, organisation syndicale et les associations détiennent les dernières positions dans le processus de la gouvernance des territoires selon les acteurs.

Les acteurs apprécient le fait que, les élus locaux sont désignés par l'ensemble des acteurs dans le processus électoral, prennent la mission de prise de décisions. Alors les élus locaux ont le pouvoir décisionnel sur la commune. Les ADE sont des exécutants de l'Etat, elles disposent des moyens financiers et juridiques nécessaires pour prendre la prise de décision se contentant juste d'appliquer et d'exécuter essentiellement les projets dictés par l'Etat. En ce qui concerne les entreprises leurs pouvoirs décisionnels dans le processus de la gouvernance se retrouvent dans la protection de leurs intérêts.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

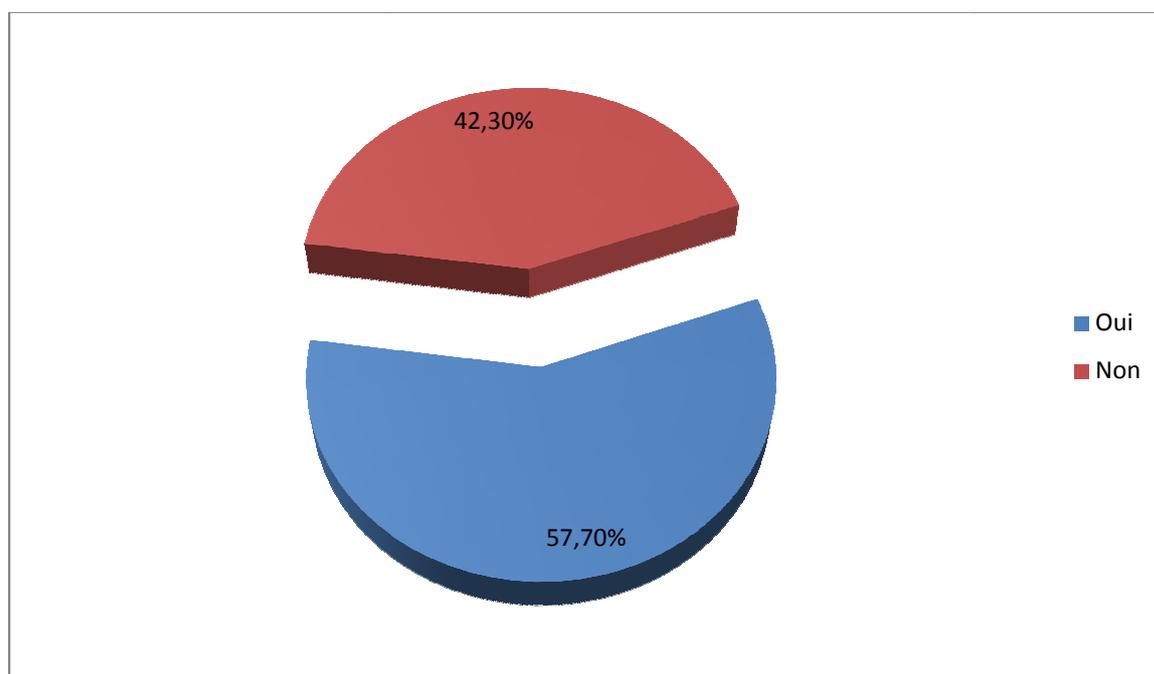
Question n°14:

Tableau N° 12 : Existe-t-il une gouvernance dans la commune de Bejaia ?

existe-t-il une gouvernance		
	Nb	% cit.
oui	15	57,7%
non	11	42,3%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°14.

Figure n°9 : Existe-t-il une gouvernance dans la commune de Bejaia ?



Source : établi à partir du tableau n°12

Les acteurs se trouvent partagés sur le fait qu'il n'existe pas de gouvernance à la commune de Bejaia. Soit 57,70% des acteurs, disent qu'il existe certaine une gouvernance. Tandis un pourcentage de 42,30% estime qu'il n'existe pas de gouvernance dans la commune de Bejaia.

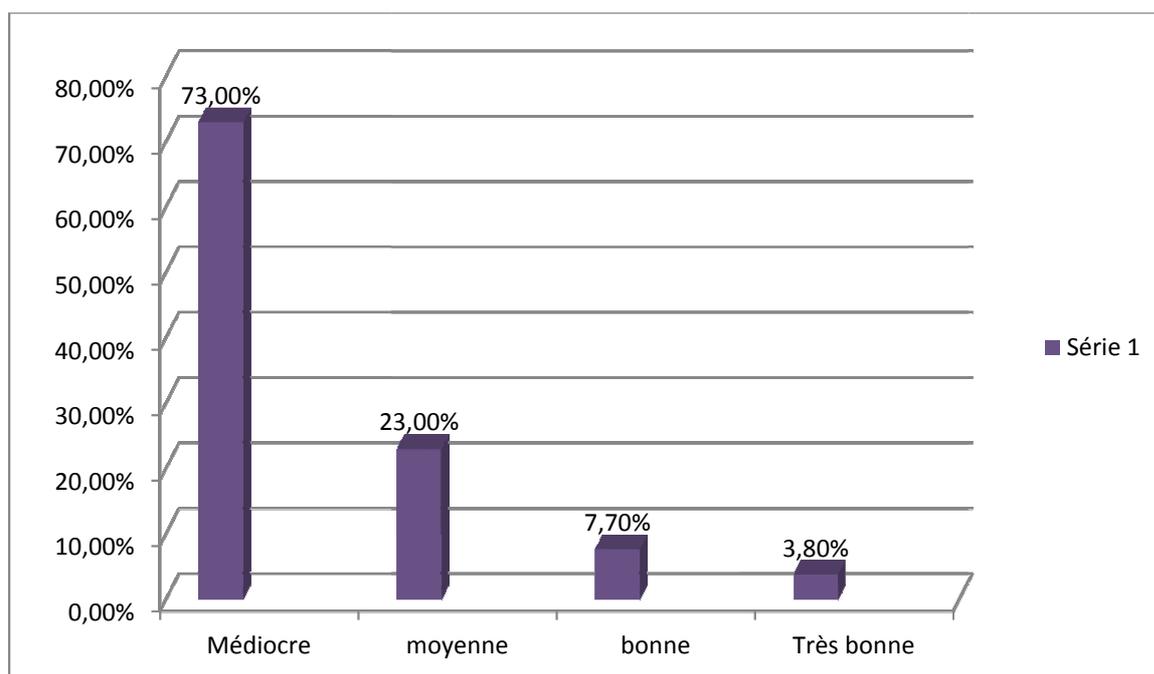
Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Tableau N°13 : si elle existe, quel en est votre jugement ?

si c'est oui quel est votre jugement		
	Nb	% obs.
médiocre	19	73%
moyenne	6	23%
bonne	2	7,7%
très bonne	1	3,8%
Total	26	

Source : fait à partir du Question n°14.

Figure N°10 : La qualité de la gouvernance dans la commune de Bejaia



Source : établi à partir du tableau n°13

Les acteurs de la commune de Bejaia estime qu'il un type de gouvernance, d'un taux de 73% de l'échantillon, jugent que la gouvernance qui existe est en qualité de médiocre. Ce qui se traduit par l'inefficacité des mécanismes de la gouvernance locale dans la commune de Bejaia.

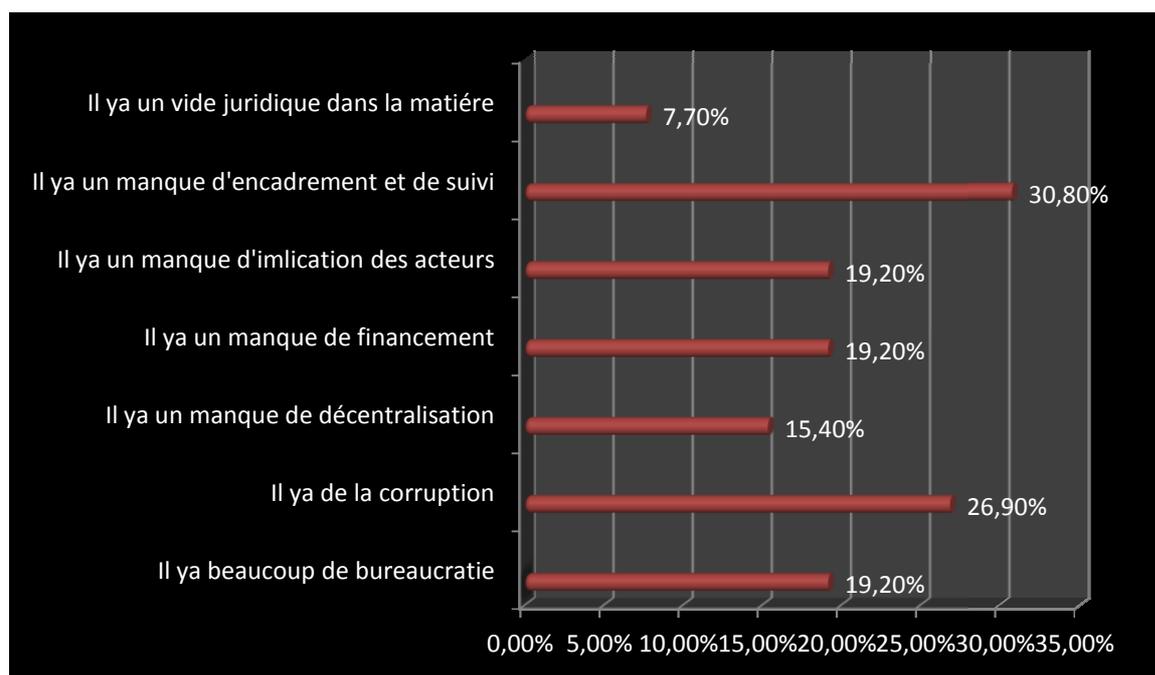
Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Tableau N°14 : quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas.

si c'est non , ou médiocre pourquoi		
	Nb	% obs.
il ya beaucoup de bureaucratie	5	19,2%
il ya de la corruption	7	26,9%
il ya un manque de décentralisation	4	15,4%
il ya un manque de financement	5	19,2%
il ya un manque d'implication des acteurs	5	19,2%
il ya un manque d'encadrement et de suivi	8	30,8%
il ya un vide juridique dans la matière	2	7,7%
autres	0	0,0%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°14

Figure N°11 : Pour quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas.



Source : fait à partir du tableau n°14.

Les principales raisons de l'inefficacité des mécanismes de gouvernance, selon les acteurs, en premier lieu, d'un pourcentage de 30,80%, le manque d'encadrement et de suivi, et ceci à cause des projets de développement délaissé. En deuxième lieu, la corruption qui envahit les administrations algérienne selon les acteurs soit d'un taux de 26,90%. En troisième position on trouve les procédures bureaucratiques caractérisant les administrations

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

algériennes, et rendent toutes les interventions qu'entretiennent les acteurs sont lourdes et complexes.

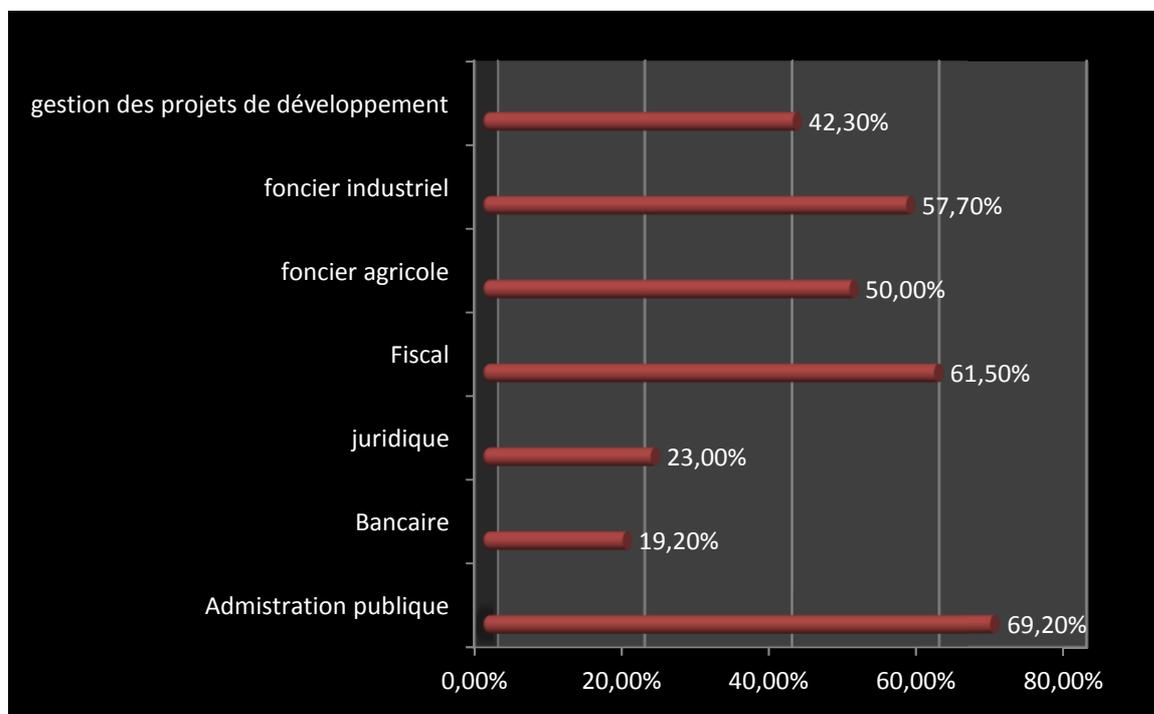
Question n° 15 :

Tableau N° 15 : les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale.

lesquel se caractérisent par l'exercice		
	Nb	% obs.
administration publique	18	69,2%
bancaire	5	19,2%
juridique	6	23%
fiscal	16	61,5%
foncier agricole	13	50%
foncier industriel	15	57,7%
gestion des projets de développement	11	42,3%
autres	0	0,0%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°15

Figure N°12 : les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale



Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Source : établi à partir du tableau n°15

On remarque que, l'administration publique est saisie par les acteurs comme un secteur caractérisés par l'exercice d'une gouvernance des territoires de 69,20%, vu que c'est leurs natures de représentant de l'Etat, c'est pourquoi l'ensemble des acteurs de l'échantillon ont met l'accent sur l'administration publique. En deuxième, on aperçoit le secteur fiscal (61,50%), foncier agricole (50,00%), et le foncier industriel (57,70%) qui se caractérise par l'exercice de la gouvernance.

Cependant, le secteur gestion des projets de développement est d'un taux bas de 42,30%, malgré que ce soit un secteur représentant de l'Etat l'ensemble des acteurs de l'échantillon ont une certaine incertitude de ce secteur. Par contre, le secteur bancaire dont 19,20%, des acteurs indiquent l'existence d'une défaillance dans le fonctionnement du système bancaire. Ainsi, le secteur juridique dont la proportion est de 23,00% l'ensemble des acteurs trouvent que ce secteur cède à des réglemtes a part.

Question n° 16:

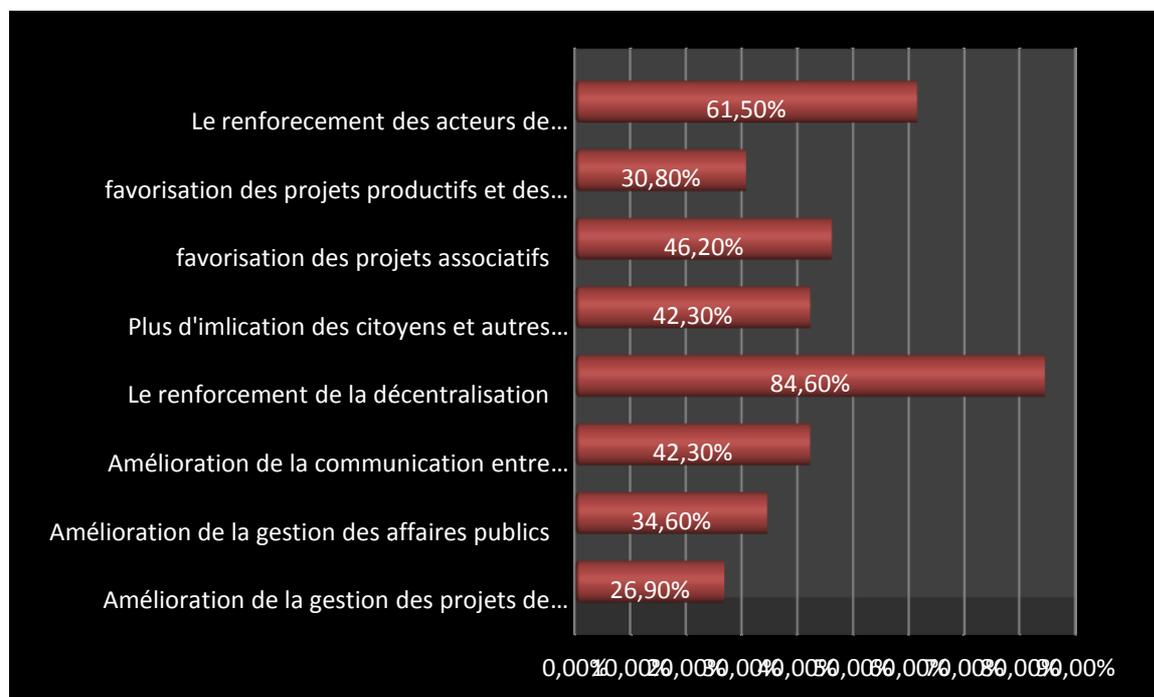
Tableau N°16 : Pour rétablir en situation de Bonne gouvernance.

rétablir en situation bonne gouvernance		
	Nb	% obs.
amélioration de la gestion des projets de développement locale	7	26,9%
amélioration de la gestion des affaires publics	9	34,6%
amélioration de la communication entre acteurs	11	42,3%
le renforcement de la décentralisation	22	84,6%
plus d'implication des citoyens et autres acteurs dans la prise de décision	11	42,3%
favorisation des projets associatifs	12	46,2%
favorisation des projets productifs et des regroupement d'entreprise	8	30,8%
le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs	16	61,5%
autres	0	0,0%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°16

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Figure n°13 : Pour rétablir en situation de Bonne gouvernance.



Source : établi à partir du tableau n°16

Pour rétablir la situation de bonne gouvernance, l'action favorisée par la plus part des acteurs à 84,60% est le renforcement de la décentralisation. Et ceci implique le suivi et l'encadrement direct des projets de développement, l'absence de la bureaucratie et encore plus d'implication dans la prise de décision au niveau local.

La deuxième solution sollicitée par l'ensemble des acteurs à 61,50% est le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs ce qui entrainera une amélioration dans la gestion des projets de développement à travers la réduction des lacunes et une meilleure implication des acteurs et une supérieure communication entre eux.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

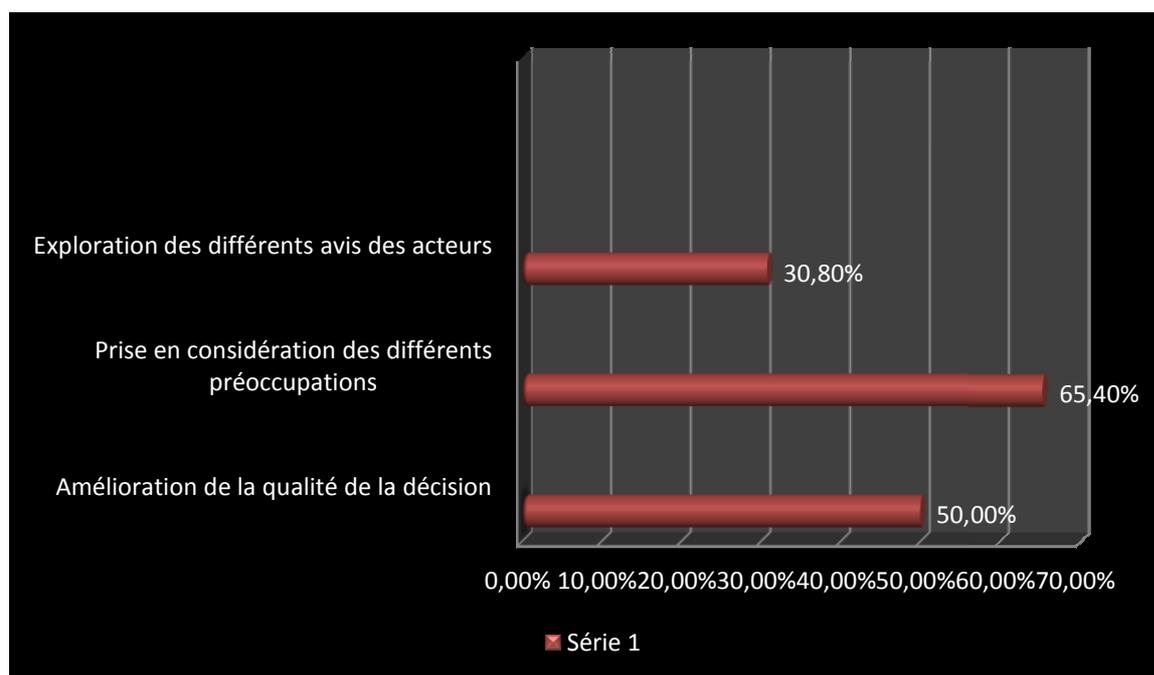
Question N°17 :

Tableau N°17 : les avantages portés au processus de prise de décision.

le processus de prise de décision		
	Nb	% obs.
amélioration de la qualité de la décision	13	50%
prise en compte des différents préoccupations	17	65,4%
exploration des différents avis des acteurs	8	30,8%
autres	0	0%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°17

Figure n°14 : Représentation des avantages portée au processus de prise de décision



Source : établi à partir du tableau n°17

L'ensemble des acteurs encouragent le processus de prise de décision, dont 65,40% des acteurs favorise le processus de décision pour la prise en considération de différentes préoccupations. L'avantage de prise de décision selon les acteurs est l'amélioration de la qualité de la décision à un pourcentage de 50,00%.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

3-3 Interaction gouvernance locale-développement local :

La concertation entre les acteurs concernés par le développement local est très importante, dans ce sens il faudrait créer des mécanismes aptes à l'approfondir comme la création de plus de passerelles entre l'administration et les citoyens.

Question n°18 :

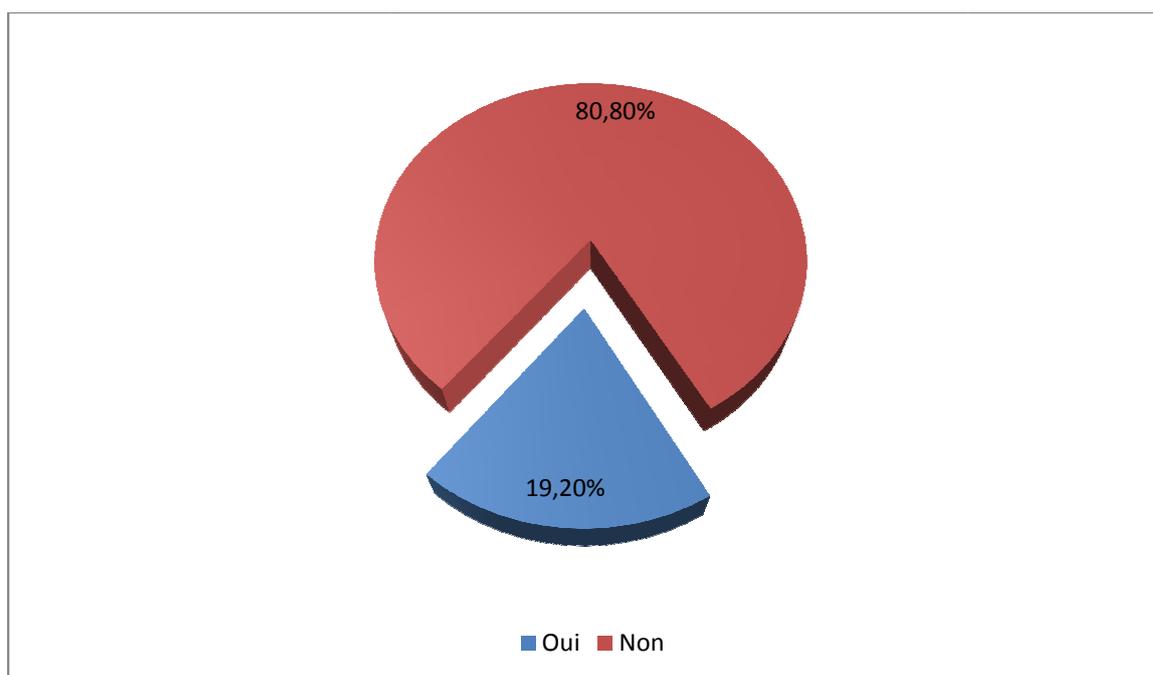
Tableau N°18 : Les citoyens participent-ils au processus de développement local

Les citoyens participent-ils Au processus de développement		
	Nb	% cit.
oui	05	19, 2%
non	21	80, 8%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°18.

Figure n°15 : Les citoyens participent-ils au processus de développement local

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance



Source établi à partir du tableau n°18

Par cette figure on remarque que les citoyens n'ont aucun rôle dans le processus de développement local. Soit 19,20% des acteurs, disent que les citoyens participent dans le processus de développement local, Tandis un pourcentage de 80,80% estime que les citoyens ne participent pas.

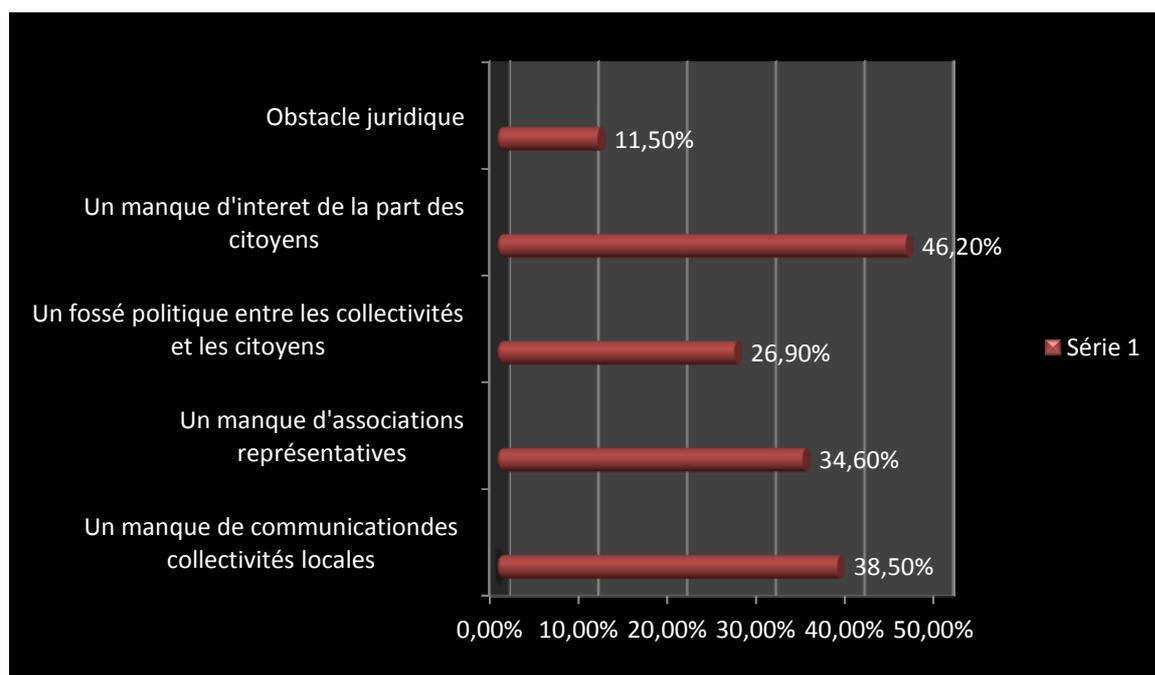
Tableau N°19 : Si Non, pour quelle raison

si non, pour quelle raison		
	Nb	% obs.
Un manque de communication des collectivités locales	10	38,5%
Un manque d'associations représentative	9	34,6%
Un fossé politique entre les collectivités et les citoyens	7	26,9%
un manque d'intérêt de la part des citoyens	12	46,2%
Obstacle juridique	3	11,5%
Autre	0	00%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°18

Figure n°16 : les raisons exprimés le manque de participation des citoyens au processus de développement local :

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance



Source : établi à partir du tableau n°19

Les principales raisons de non participations des citoyens au processus de développement local, selon les acteurs, en premier lieu, d'un pourcentage de 46,20%, le manque d'interet de la part des citoyens, et ceci à cause des projets de développement délaissé. En deuxième lieu, un manque de communication des collectivités locales selon les acteurs soit d'un taux de 38,50%. En troisième position on trouve le manque d'associations représentatives.

Question n°19 :

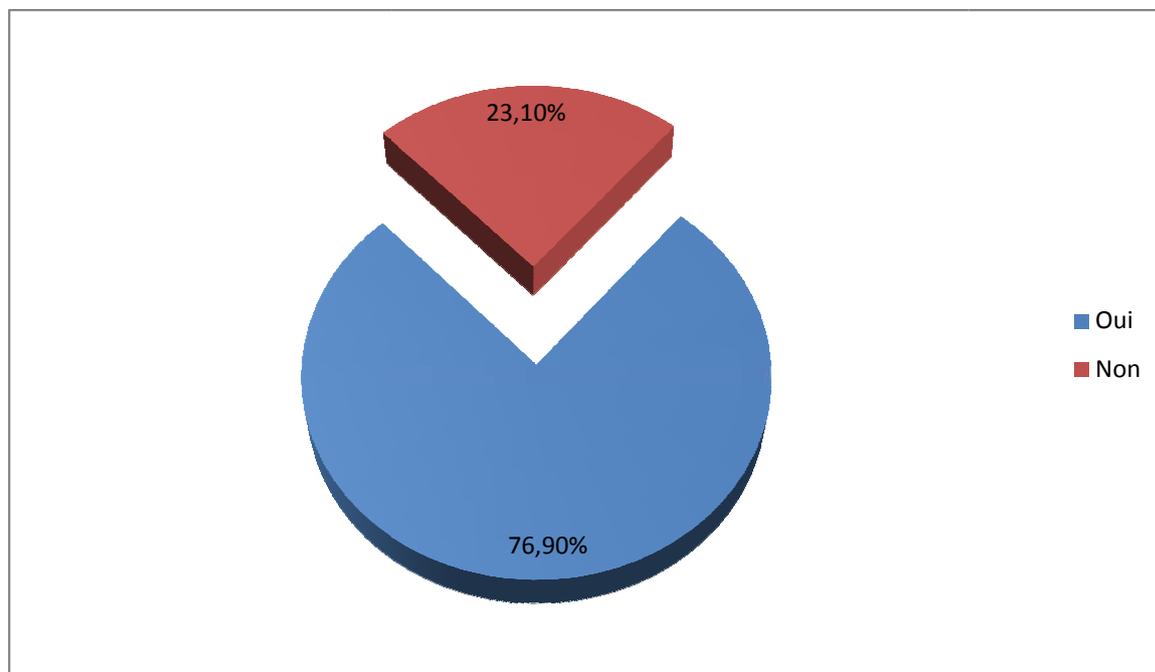
Tableau N°20 : Faut-il approfondir la concertation entre acteurs

Approfondir la concertation Entre acteurs		
	Nb	% cit.
oui	20	76,9%
non	6	23,1%
Total	26	100,0%

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Source : Dépouillement de la question n°19

Figure N°17 : la concertation entre acteurs dans la commune de Beja



Source : établi à partir du tableau n°20

Ainsi, cette figure nous démontre le degré de la concertation des acteurs dans la commune de Bejaia soit de 76,90%, les acteurs favorisent l'instauration d'un climat de confiance faisant une gestion transparente des affaires, à travers la publication de l'ensemble des bilans périodiques de la part des administrations et les collectivités locale. D'après les acteurs quessiononnées La concertation entre les acteurs procéder par :

- les faires associés dans les prises de décision
- Mettre en place les instruments juridiques qui obligent concertation entre les acteurs

Question n°20 :

Tableau N°21 : La nature de la relation entre les acteurs

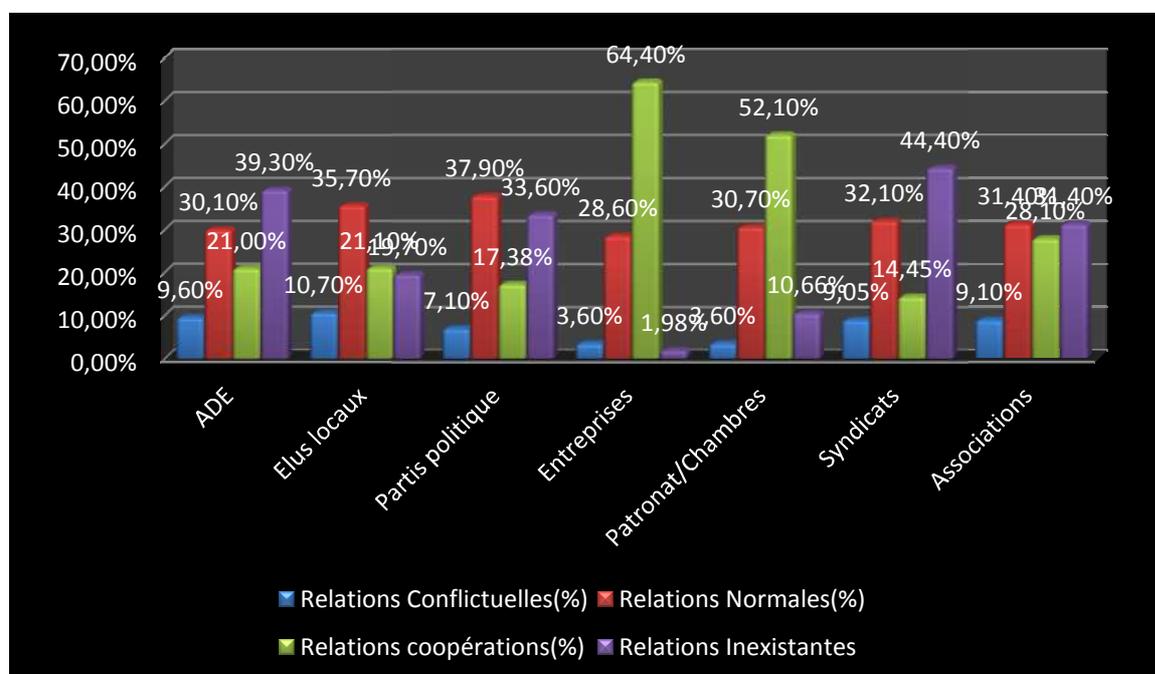
	Relations Conflictuelles (%)	Relations Normales (%)	Relations de Coopération (%)	Relations Inexistantes (%)
ADE	9,60	30,1	21	39,3
Elus locaux	10,7	35,7	21,1	19,7
Partis politiques	7,10	37,90	17,38	33,60

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Entreprises	3,60	28,60	64,40	01,98
Patronat/Chambres	3,60	30,70	52,10	10,66
Syndicats	9,05	32,10	14,45	44,4
Associations	9,1	31,40	28,10	31,40

Source : Dépouillement de la question n°20

Figure N°18 : Représentation schématique de l'Etat des relations entre acteurs.



Source : établi à partir du tableau n°21

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

La plupart des acteurs entretiennent des relations normales, c'est-à-dire, ils se limitent au le cadre défini par la loi saisissant les droits et obligations de chaque acteurs. Par contre les partis politiques n'entretiennent généralement pas de relation avec d'autres acteurs.

En ce qui concerne les associations, les acteurs sont distribués. Plus de 31,40% des acteurs déclarent entretenir des relations normales avec les associations, la même proportion déclare entretenir des relations inexistantes.

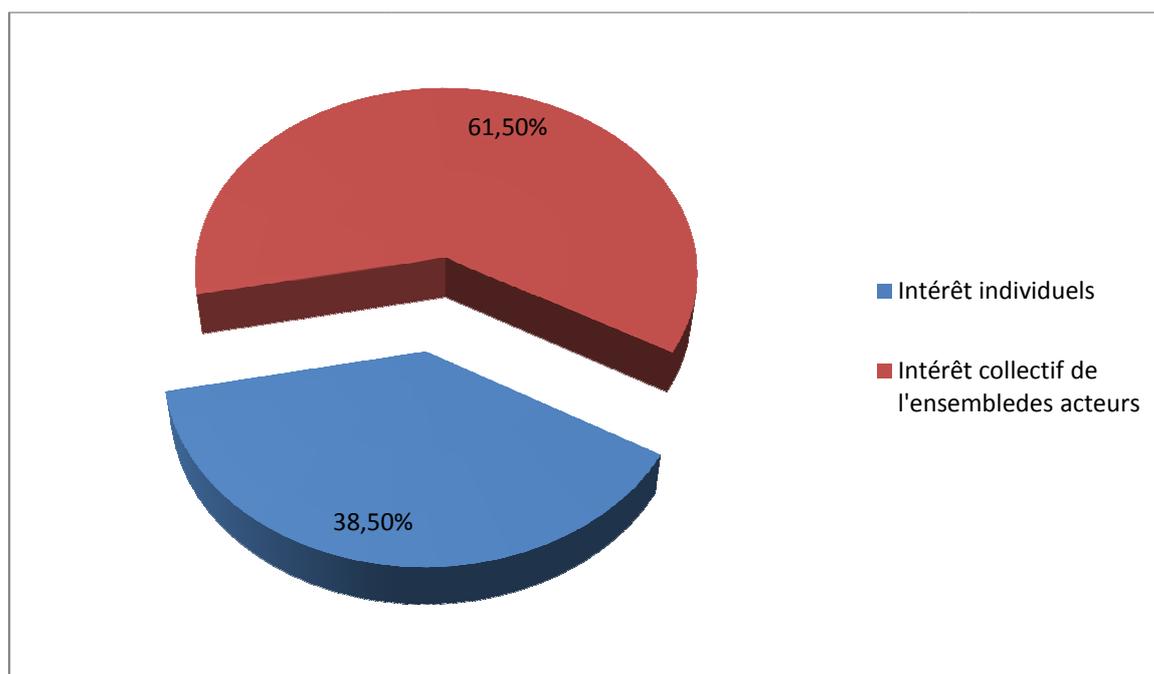
Question n°21 :

Tableau N°22 : les intérêts des acteurs dans leurs collaborations.

vos choix de collaboration		
	Nb	% cit.
vos intérêt individuels	10	38,5%
l'intérêt collectif de l'ensemble des acteurs	16	61,5%
Total	26	100,0%

Source Dépouillement de la question n°21

Figure N°19 : Représente les intérêts des acteurs dans leurs collaborations



Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Source : établi à partir du tableau n°22

Par cette figure on remarque que les acteurs optant pour l'intérêt collectif dans le choix de leurs interventions. Ils sont alors 61,50% à répondre de cette manière.

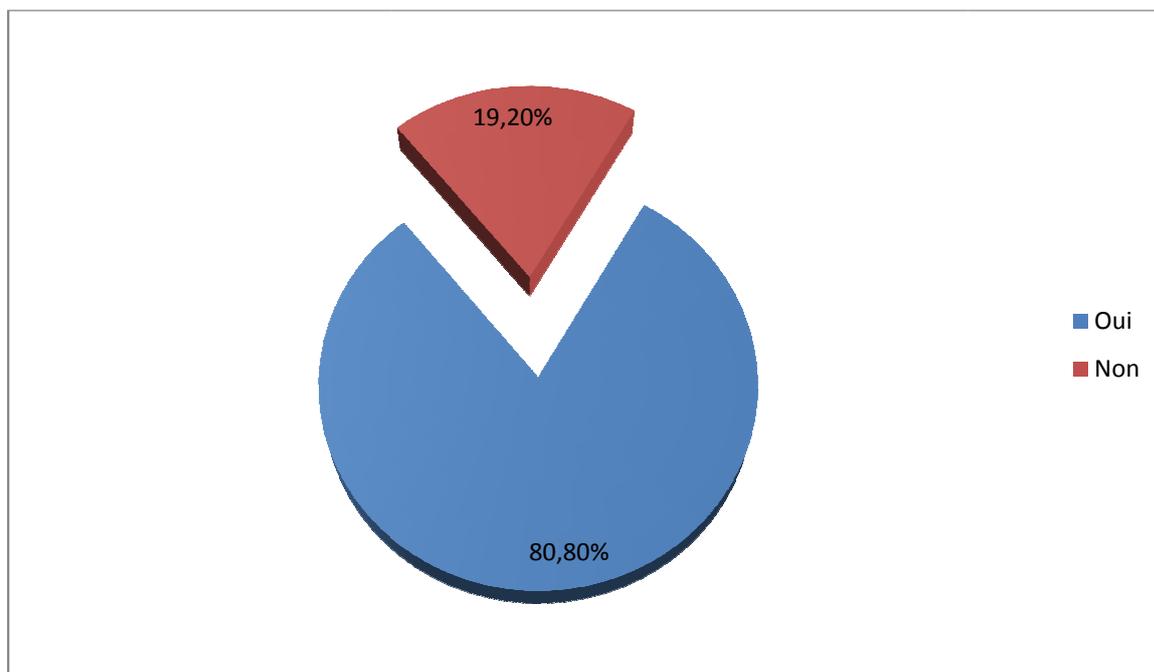
Question N°22 :

Tableau N°23 : Vous implique dans les processus de prise de décision

Implique dans les processus De prise de décision		
	Nb	% cit.
oui	21	80,80%
non	5	19,20%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°22

Figure N° 20 : implique dans les processus de prise de décision



Source : établi à partir du tableau n°23

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Par cette figure on remarque que La majorité des acteurs (80,80%), sont impliquent dans le processus de décision.

Question N°23 : Les décideurs principaux dans prises de décisions concernant les projets de développement local

Les acteurs questionnés, affirment que les décideurs principaux dans la prise de décision concernanat les projets de développement local sont l'administration décentralisée de l'Etat et les élus locaux.

Question N°24 :

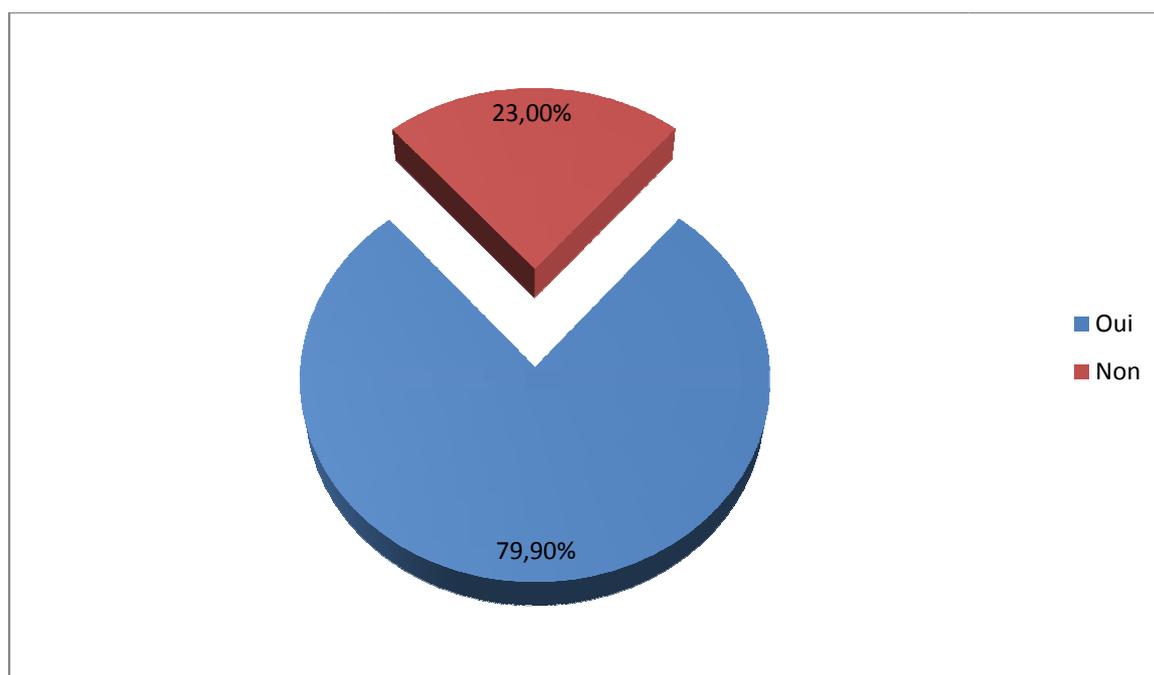
Tableau N°24 : La réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance.

la réussite de du developpement		
	Nb	% cit.
oui	20	76,9%
non	6	23%
Total	26	100,0%

Source : Dépouillement de la question n°24

Figure N°21 : selon les acteurs, la réussite des projets de développement dépend de la bonne gouvernance.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance



Source : établi à partir du tableau n°24

La majorité des acteurs, estiment que la réussite des projets de développement dépend de la bonne gouvernance d'un taux de 79,90%

Question N°25 :

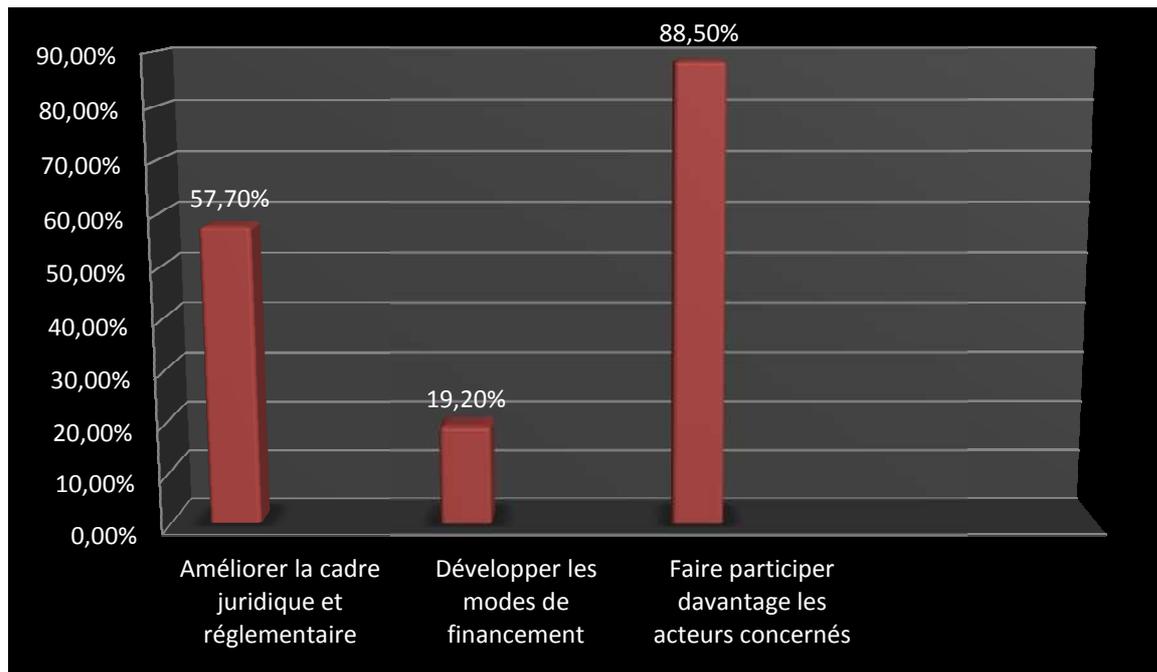
Tableau N°25 : Les conditions nécessaires pour réussir les projets de développement local :

Les conditions pour réussir les projets de développement local		
	Nb	% obs.
Améliorer le cadre juridique et réglementaire	15	57,7%
Développer les modes de financement	5	19,2%
Faire participer davantage les acteurs concernés	23	88,5%
autres	0	00%
Total	26	

Source : Dépouillement de la question n°25

Figure n°22 : conditions nécessaires pour réussir les projets de développement local

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance



Source : établi à partir du tableau n°25

Par cette figure on remarque que les acteurs estiment que la réussite des projets de développement local, il est nécessaire de faire participer davantage les acteurs concernés qui est de (88,50%), et d'améliorer le cadre juridique et réglementaire de ces projets (57,70%), et enfin développer les modes de financement (19,20%).

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

Conclusion

Synthèse et résultats :

Ici nous allons synthétiser les résultats de notre enquête à la commune de Bejaia sur l'hypothèse qui nous ont guidée tout au long de notre travail.

- ❖ Si les résultats de notre enquête nous ont démontré que la prise de décision finale revient aux ADE, par contre, que les premiers concernés par le processus de gouvernance territoriale sont les « élus locaux » puis, en seconde position, les ADE. Concrètement, la commune, représentée par son assemblée populaire, est dépourvue de cette décentralisation vu que la prise de décision finale revient aux ADE.
- ❖ Les acteurs de la commune de Bejaia recommandent, le renforcement de la décentralisation comme l'action prioritaire à mener afin de rétablir une situation de bonne gouvernance.
- ❖ Les entreprises contribuent à l'exploitation des ressources locales et à la création de richesses. Elles contribuent ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des acteurs particulièrement des citoyens. Elles estiment jouer un rôle dans le processus de la gouvernance assument essentiellement la fonction de exécution technique des projets. La prise en charge de cette fonction s'explique par le fait que chaque projet procure aux entreprises une activité à mener et de ce fait, assure l'entrée de revenus.
- ❖ Les syndicats, les partis politiques et les associations, représentent des acteurs important dans le processus de la gouvernance territoriale. Généralement, cette catégorie d'acteurs est considérée comme le bénéficiaire des projets. En effet, les mécanismes de gouvernance doivent être efficaces afin d'assurer une coordination et une cohérence dans les actions des différents acteurs.

Chapitre III : Essai d'analyse de la relation développement local gouvernance

- ❖ Le secteur du bâtiment selon est favorisés, par rapport aux autres secteurs le secteur. C'est pourquoi l'ensemble des acteurs approuvent le manque flagrant en termes de projet de développement pour l'ensemble de la commune. Et ce manque de projets est à cause de la mauvaise coordination entre acteurs qui est d'une grande majorité 57,70%, cette mauvaise coordination entre les parties prenantes aux projets revoie à la faiblesse des mécanismes de la gouvernance dans la commune de Bejaia.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale

Les développements économiques récents qu'a connus le monde, à partir des années 1970, ont mis en avant un fait nouveau dans l'analyse économique sur lequel l'attention des chercheurs de divers courants théoriques s'est focalisée. Il s'agit du local. Ce dernier a renversé la tendance de développement prévalant dans le monde avant les années 1970. Si ces dernières s'appuyaient sur le global comme niveau pertinent de développement et de création de richesses, elles le postulaient, en outre, comme un espace neutre sans frontières et où la création de richesses dépend de la localisation des entreprises dans cet espace et de l'allocation optimale des ressources. L'espace local n'est pas postulé comme niveau pertinent de l'analyse, mais c'est l'interaction espace local-espace global et la capacité de l'espace local à créer des coordinations à partir du « territoire », considéré comme un espace non-neutre construit socialement par les acteurs qui l'occupent, qui sont mises en relief.

C'est dans ce contexte, des mécanismes de coordination influençant la création de valeur et de développement dans l'espace local, que notre étude s'est inscrite. Notre choix, par conséquent, s'est focalisé sur un cas concret de relations territoriales dans le territoire de la commune de Bejaia. Ainsi, nous nous sommes interrogés sur l'existence-même des mécanismes de gouvernance dans cette commune et l'impact qu'ils induisent sur le processus de développement local. Une enquête a ainsi été entreprise afin d'établir un état des lieux pour la gouvernance locale et le développement local dans la commune de Bejaia.

Les résultats de l'enquête ont alors démontré que, sur le territoire de la commune de Bejaia, il existe une gouvernance de type public vue la dominance et le rapport de force que détient l'acteur public représenté par les Administrations Déconcentrées de l'Etat. Celles-ci demeurent les seuls acteurs ayant le pouvoir de décision dans la wilaya. Cependant, cette gouvernance locale se caractérise par sa médiocrité qui tend vers l'inexistence. Cet état de fait (médiocrité voire inexistence de gouvernance) s'explique essentiellement par la passivité des relations entre les différents acteurs, traduisant l'inexistence des proximités organisationnelle et institutionnelle ainsi que la défaillance de l'acteur public dans la prise en charge de la mission de coordination entre les acteurs. Ces derniers, hormis le fait d'être proches géographiquement sur le territoire de la même commune, n'entreprennent aucune action pour dynamiser leurs relations.

Conclusion générale

Cette situation, notamment le manque de mécanismes de coordination, impacte négativement sur la dynamique de développement dans la commune de Bejaia. Cette dernière, en dépit des potentialités dont elle recèle, souffre d'un manque en termes de projets de développement. La médiocrité des mécanismes de gouvernance due à l'absence de valeurs communes (proximités organisationnelle et institutionnelle) et à la défaillance de l'administration ne permet pas d'orienter les efforts de développement vers l'exploitation des ressources locales et constitue, de ce fait, un facteur dont dépend la réussite des projets de développement. Il ressort, enfin, que les autres acteurs se trouvent évincés du processus de prise de décision et que l'acteur public compte garder sa position de force en maintenant les dispositifs actuels qui n'autorisent qu'un droit de regard sur la gestion des affaires publiques, dont la suite réservée est du ressort de l'administration.

Au final, la faiblesse, voire même l'inexistence des mécanismes de gouvernance locale dans la commune de Bejaia, est clairement mise en relief dans cette étude. Cette absence d'interactions entre les acteurs influence alors négativement sur l'émergence et la réussite des projets de développement local dans la commune. Il est explicitement évoqué que cette situation est due à l'absence d'un espace commun d'action et de représentations entre les acteurs de Bejaia. Ceci amène alors à s'interroger sur les causes de cette absence. Pourquoi les proximités organisationnelle et institutionnelle n'existent-elles pas dans la commune de Bejaia ? Quel impact induit l'absence de ces proximités sur les projets de développement ? Comment les acteurs peuvent-ils y remédier ? Ce sont là autant de questions nouvelles qui élargissent le champ académique concernant la problématique de la gouvernance territoriale et du développement local en Algérie et qui méritent une investigation scientifique dans le futur.

Bibliographie

Bibliographie

Livres

- BECCATINI G, « les districts industriels : une notion économique », in «les régions qui gagnent », sous la direction de George BENKO et Alain LIEPETZ, Ed. PUF, Paris 1992, pp. 35-56.
- Bernard Pecqueur, « le développement local : mode ou modèle », paris, Ed. Syros Alternative, 1991.
- Bernard Pecqueur et Jean-Benoît Zimmermann, « Economie de proximités », Ed Hermes Lavoisier, Paris, 2004, p161.
- Boukhalfa KHERDJEMIL, « territoires, globalization and redevelopment », in Revue Régionale et Urbaine, n°2, 1999, pp 267-294.
- ECREMENT M. (1986), « Indépendance politique et libération économique : un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985 », Entreprise Algérienne de Presse (Alger), Office des Publications Universitaires (Alger) et Presses Universitaires de Grenoble (France), p. 160.
- Guy Di Méo. «Que voulons-nous dire quand nous parlons de l'espace ? », pp.37-48, Paris, 2000, Ed Belin-352 pages.
- Jean-Pierre Gaudin, « *Pourquoi la gouvernance ?* », Presses de la FNSP, coll. La bibliothèque du citoyen, Paris, 2002, p43.
- Jean-Pierre Gaudin, op.Cit. p.69
- Jean – Yves GOUTTEBEL, « stratégie de développement territorial », 2^{ème} Ed. Economica, 2003. P95
- KHERDJEMIL Boukhalfa, « territoires, mondialisation et redéveloppement», in Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n° 2 1999, p269.
- MATTEACCIOLI Andrée, « Philippe AYDALOT pionnier de l'économie territoriale », Ed l'Harmattan, 2004.
- PECQUEUR Bernard, « vers une géographie économique et culturelle autour de la notion du territoire », in « géographie et culture » n° 49, juin 2004

- Xavier Creffe, « territoire en France : les enjeux économiques et la décentralisation », Ed Economica, 1984.

Mémoires et thèses

- Nait-CHABANE A/latif, « gouvernance territoriale et stratégies des acteurs », mémoire de magister, université de Bejaia, 2010. p 18

Articles de revues et colloque

- ARHAB B. (2004), « La décentralisation comme moyen de mobilisation pour le développement », dans FERGUENE Améziane (Ed) (2004), « Gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays du sud », l'Harmattan, Paris, pp. 163-173.
- ARABI-MEGHERBI Khelloudja (2009), « *Politique publique et développement local dans la région de Bejaia : A la recherche d'une gouvernance territoriale* ». Dans MEZOUAGHI M. (sous la direction de). (2009), « *Les localisations industrielles au Maghreb : Attractivité, agglomération et territoires* », édition KARTHALA (Paris) et IRMC (Tunis), pp. 233-260
- FERGUENE Améziane (2003), « Ensembles localisés de PME et dynamiques territoriales : SPL et développement « par le bas » dans les pays du sud », Colloque international sur «gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays méditerranéens », Constantine, les 26 et 27 avril 2003, Algérie.

Documents officiels

- Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (2004), « Projet SNAT 2025 : Jeux des Acteurs et éléments de régulation », mission 1, rapport 5, ABI 21, p. 3.

Textes de lois

- Loi n°90-08 du 07 avril 1990 portant code communal.
- Loi n°90-09 du 07 avril 1990 portant code de wilaya.

Liste des tableaux

Tableau N° 1 : Taille et structure de l'échantillon visé

Tableau N°2 : Taille et répartition de l'échantillon final.

Tableau N° 3 : Répartition des entreprises selon leur chiffre d'affaires.

Tableau N° 4 : Les secteurs qui ont le plus de projet de développement.

Tableau N°5 : La motivation des acteurs concernés pour la réussite des projets de Développement

Tableau N°6 : Le manque de projet de développement dans la commune de Bejaia

Tableau N°7 : Les raisons exprimés par le manque de projets

Tableau N° 8 : un rôle dans le processus de développement local.

Tableau N°9 : votre rôle dans le processus de développement local

Tableau N°10 : la commune de Bejaia favorise les initiatives de développement local

Tableau N°11 : acteurs concernés par le processus de la gouvernance au niveau local

Tableau N° 12 : Existe-t-il une gouvernance dans la commune de Bejaia

Tableau N°13 : si elle existe, quel en est votre jugement

Tableau N°14 : quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas

Tableau N° 15 : les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale.

Tableau N°16 : Pour rétablir en situation de Bonne gouvernance.

Tableau N°17 : les avantages portés au processus de prise de décision

Tableau N°18 : Les citoyens participent-ils au processus de développement local

Tableau N°19 : Si Non, pour quelle raison

Tableau N°20 : Faut-il approfondir la concertation entre acteurs

Tableau N°21 : La nature de la relation entre les acteurs

Tableau N°22 : les intérêts des acteurs dans leurs collaborations

Tableau N°23 : Vous implique dans les processus de prise de décision

Tableau N°24 : La réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance

Tableau N°25 : Les conditions nécessaire pour réussir les projets de développement local

Liste des figures

Figure N°1 : classement des secteurs (atouts) de la commune de Bejaia

Figure n°2 : Les secteurs qui ont plus de projet de développement.

Figure n°3 La motivation des acteurs concernés pour la réussite des projets de développement

Figure n° 4 : Le manque de projet dans la commune de Bejaia.

Figure n°5 Avez-vous un rôle dans le processus de développement local.

Figure n° 6: votre rôle dans le processus de développement local

Figure n°7 : Es-ce que la commune de Bejaia favorise les initiatives de développement Local

Figure n° 8 : Les acteurs concernés par le processus de la gouvernance au niveau local

Figure n°9 : Existe-t-il une gouvernance dans la commune de Bejaia

Figure n°10 : La qualité de la gouvernance dans la commune de Bejaia

Figure n°11 : Pour quel motif la gouvernance est en qualité médiocre ou elle n'existe pas

Figure n°12 : les domaines caractérisés par l'exercice d'une gouvernance locale

Figure n°13 : Pour rétablir en situation de Bonne gouvernance.

Figure n°14 : Représentation des avantages portée au processus de prise de décision

Figure n°15 : Les citoyens participent-ils au processus de développement local

Figure n°16 : les raisons exprimés le manque de participation des citoyens au processus de développement local

Figure n°17 : la concertation entre acteurs dans la commune de Bejaia

Figure n°18 : Représentation schématique de l'Etat des relations entre acteurs

Figure n°19 : Représente les intérêts des acteurs dans leurs collaborations

Figure n° 20 : implique dans les processus de prise de décision

Figure n°21 : selon les acteurs, la réussite des projets de développement dépend de la bonne gouvernance.

Figure n°22 : conditions nécessaire pour réussir les projets de développement local

Annexes

Annexe 1 : Le questionnaire d'enquête

Université A. Mira de Bejaia

Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion, et des Sciences Commerciales

Département des Sciences Economiques

Master Economie de développement et Gouvernance

Questionnaire d'enquête de terrain

Le présent questionnaire s'inscrit dans le cadre d'un mémoire de Master EDG, intitulé « **gouvernance locale et développement : cas de la commune de Bejaia** ». L'objectif poursuivi est de mettre en relief **l'apport de la gouvernance locale au développement** de la commune de Bejaia. Les réponses collectées ne feront pas objet de publication en l'état.

La candidate

KORICHI FAIROUZ

AXE N°1 : présentation des répondants.

1) Nom et qualité du répondant (de votre organisme ou entreprise)

.....
.....
.....

2) Quelle est l'activité principale de votre organisme ou entreprise ?

.....
.....
.....

3) Si vous êtes une entreprise :

a) Quel est votre chiffre d'affaire ?

Moins de 20 millions de DA.....
Entre 20 et 200 millions de DA.....
Entre 200 millions et 2 milliards de DA.....
Plus de 2 milliards de DA.....

b) Quel est le nombre de vos employés ?

c) Quelles sont vos missions en tant qu'acteur de la commune de Bejaia ?

.....
.....
.....

4) Si vous êtes une association ou un organisme public ou privé :

a) Votre budget se situe dans quelle fourchette :

Moins de 1 million de DA.....
Entre 1 million et 10 millions de DA.....
Plus de 10 millions de DA.....

b) Quelles sont vos missions ?

.....
.....
.....
.....

AXE N° 2 : Approche du développement local.

5) Selon vous, que signifie le développement local

.....
.....
.....

6) Quels sont, selon vous les atouts économiques de la commune de Bejaia ? (classez les de 1 à 3 selon le plus important)

Son agriculture.....

Son industrie

Son tourisme

Autre citez) :.....

.....

7) Selon vous, quels sont les secteurs qui ont le plus de projets de développement ?
(Plusieurs choix possibles)

L'industrie.....

La pêche

L'agriculture

L'aménagement urbain.....

Le tourisme

La santé.....

Le bâtiment.....

L'éducation.....

Autre (citez) :.....

.....

8) La motivation des acteurs concernés pour la réussite des projets de développement est elle :

Primordiale.....

Très importante.....

Importante

Peu importante.....

9) Est-ce qu'il ya un manque en terme de projets de développement local dans la commune de Bejaia ?

Oui

Non

- Si c'est oui, pour quels raisons ? (plusieurs choix possibles)

Il ya un manque de financement.....

Il ya un manque de proposition de projets

Il ya une mauvaise gestion des projets.....

Il ya une mauvaise coordination entre les acteurs

Autre (citez)

.....
.....

10) Avez-vous un rôle à jouer dans le processus de développement local ?

Oui

Non

- Si c'est oui, quel est ce rôle ? (plusieurs choix possibles)

Porteur du projet

Réalisateur du projet

Soutien financier du projet

Bénéficiaire du projet.....

11) Est-ce que la commune de Bejaia favorise les initiatives de développement local ?

Oui

Non

- Si c'est non, pourquoi ?

.....
.....
.....

AXE N°3 : La Gouvernance locale

12) Selon vous, qu'est ce que la gouvernance locale ?

.....
.....
.....

13) Selon vous, qui sont les acteurs concernés par le processus de gouvernance au niveau local? (classez de 1 à 7 selon la priorité)

- Entreprises.....
- Elus locaux (APC/APW).....
- Administrations Déconcentrées de l'Etat.....
- Partis politiques.....
- Patronat/ Chambres de commerces, d'industries,.....
- Organisations syndicales.....
- Associations.....

Autre (citez)

.....

.....

14) Selon vous, existe-t-il une gouvernance dans la commune de Bejaia ?

Oui

Non

- Si oui, comment la jugez-vous ?

- Médiocre.....
- Moyenne.....
- Bonne.....
- Très bonne.....

- Si c'est non, ou bien médiocre pourquoi ? Est-ce parce que :

- Il ya un manque de décentralisation.....
- Il y a beaucoup de bureaucratie.....
- Il y a de la corruption.....
- Il y a un manque d'encadrement et de suivi.....
- Il y a un manque de financement.....
- Il y a un vide juridique en la matière.....
- Il y a un manque d'implication des acteurs.....

Autre (citez) :

.....

.....

15) Parmi les domaines ci-dessous, lesquels se caractérisent par l'existence d'une gouvernance locale ?

Administration publique.....

- Juridique.....
- Fiscal.....
- Foncier agricole.....
- Foncier industriel.....
- Bancaire.....
- Gestion des projets de développement.....

Autre (citez) :

.....

.....

16) Selon vous, pour rétablir une situation de bonne gouvernance, quelles sont les actions prioritaires ? (classez les de 1 à 8 selon la priorité)

- Amélioration de la gestion des projets de développement local.....
- Amélioration de la gestion des affaires publiques.....
- Amélioration de la communication entre acteurs.....
- Le renforcement de la décentralisation.....
- Plus d'implication des citoyens et autres acteurs dans la prise de décision...
- Favorisation des projets associatifs.....
- Favorisation des projets productifs et des regroupements d'entreprises.....
- Le renforcement des actions de sensibilisation et d'information des acteurs.

Autres (citez) :

17) Selon vous, quels sont les avantages apportés au processus de la prise de décision lorsque l'ensemble des acteurs y participe ? (plusieurs choix possibles)

- Amélioration de la qualité de la décision.....
- Exploration des différents avis des acteurs.....
- Prise en compte des différentes préoccupations.....

Autres (citez) :

.....

.....

AXE N°4 : Interaction gouvernance locale-développement local

18) Selon vous, les citoyens participent-ils au processus de développement local ?

Oui Non

- Si oui, comment y collaborent-ils ? est ce par :

La mise en place des réunions et d'assemblées.....

La mise en commun des moyens disponibles.....

La désignation d'équipe de travail.....

Autre (citez) :

.....
.....

- Si non, pour quelle raison ? est ce parce qu'il ya :

Un manque de communication des collectivités locales.....

Un manque d'associations représentatives.....

Un fossé politique entre les collectivités et les citoyens.....

Un manque d'intérêt de la part des citoyens.....

Obstacle juridique.....

Autre (citez) :

.....
.....

19) Selon vous, faut-il approfondir la concertation entre acteurs ?

Oui

Non

- Si c'est oui, comment procéder ?

.....
.....
.....
.....
.....

20) Quelle est la nature de la relation que vous entretenez avec les différents acteurs ?

	Conflictuelle	Normales	Coopération
Administrations déconcentrées de l'Etat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Elus locaux (APC/APW)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partis politiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Entreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Patronat/ Chambres de Commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisations syndicales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

21) Sur quels critères choisissez-vous vos collaborations avec les acteurs ?

Vos intérêts individuels (intérêts de l'entreprise ou de l'organisme).....

L'intérêt collectif de l'ensemble des acteurs.....

Autres (citez) :.....

22) Est-ce qu'on vous implique dans les processus de prise de décision ?

Oui

Non

23) Selon vous, qui sont les décideurs principaux dans prises de décisions concernant les projets de développement local

.....
.....
.....
.....
.....

24) Pensez-vous que la réussite des projets de développement local dépend de la bonne gouvernance ?

Oui

Non

25) A votre avis, quelles sont les conditions nécessaire pour réussir les projets de développement local ?

Améliorer le cadre juridique et réglementaire.....

Développer les modes de financement.....

Faire participer davantage les acteurs concernés.....

Autre (citez) :

.....

Annexe 2 : Taille et composition de l'échantillon total

Catégorie	Désignation de l'acteur	Réponse au questionnaire	
		Favorable	Défavorable
Entreprises	CEVITAL	X	
	SONATRACH	X	
	EURL « Le Meunir » ZI Bejaia		X
	GRANDS MOULINS DE LA VALLEE		X
	SARL TCHIN-LAIT RN 12 Bir slam Bejaia		X
	SCS Société des Céramique de la Soumam Z .I Bejaia	X	
	SARL SICAM Z.I Bejaia	X	
	SIVEA SARL Z.I Ihaddaden		X
	SIMB Z.I Ihaddaden Bejaia	X	
	SARL S.E.P Bejaia Extrusion plastique		X
	ETDE Entreprise de travaux de Distribution d'Energie Z.I Bejaia	X	
	SONELGAZ		X
	ICOTAL Industrie Cotonnière Algérienne Arrière-port Bejaia	X	
	SPA TRANBOIS Société transformation du bois Arrière –port Bejaia	X	
	NAFTAL DISTRICT COM Arrière-port Bejaia		X
	SPA BEJE Bejaia Emballage Z.I Route des Aurès Bejaia	X	
	Entreprise KAHRIF Brigade de Bejaia Z.I Bejaia	X	
	ALCOST SPA Algérienne du Costume Z.I Route Des Aurès Bejaia	X	
	EPE SPA ENMTP/Unité Grues Z.I Route des Aurès Bejaia	X	
ENCG/ UP08 Raffinerie Savonnerie Quatre chemins Bejaia	X		
Administrations Déconcentrées de l'Etat (ADE)	Direction de l'Industrie de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement (DIPMEPI)	X	
	Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (DPAT) (actuellement Direction de la Planification et du Suivi Budgétaire –DPSB)	X	
	Direction de l'Administration Locale (DAL)	X	
	Direction de la Construction et de l'Urbanisme (DUC)	X	
	Direction de la Réglementation et des Affaires Générales (DRAG)		X

Elus locaux	Elu APC Bejaia		X
	Elu APC(Vice-président) Bejaia	X	
	Elu APW (Vice-président) Bejaia		X
	Elu APW (indépendant) Bejaia	X	
Organisations syndicales	Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA section de wilaya)	X	
	SNAPAP		X
Associations	Association Culturelle et écotouristique :		X
	Association Voix de l'enfant de Bejaia	X	
	Association culturelle et échanges entre jeunes « la concorde »	X	
	Association EL-MANAR pour la culture	X	
	Association pour la défense et l'information du consommateur		X
Partis politiques	Front des Forces Socialistes (FFS)		X
	Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD)		X
	Front de Libération Nationale (FLN)		X
Organismes Parapublics	Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)		X
	Chambre d'Agriculture	X	
	Chambre de l'Artisanat et des Métiers	X	
	Confédération Algérienne du Patronat (CAP)		X
Total		26	19
Total final		45	

Source : Elaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête.

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Table des matières

Liste des abréviations

Introduction générale.....

Chapitre 1 : le développement local : approche théoriques.....

Introduction.....

Section 1 : Historique et approches du développement local.....

1-1 Bref historique du concept de développement local.....

1-2 Approche territoriale du développement local.....

1-2-1 Le district industriel (DI).....

1-2-2 Le système productif local (SPL).....

1-2-3 Les milieux innovateurs.....

Section 2 : Définition et modes du développement local.....

2-1 quelques définitions du concept de « développement local ».....

2-2 Les modes de développement local.....

2-2-1 Processus d'agglomération.....

2-2-2 Processus de spécialisation.....

2-2-3 Processus de spécification.....

Section 3 : Les outils, composants et objectifs du développement local.....

3-1. Les outils et composantes du développement local.....

3-1-1 Les outils du développement local.....

3-1-2 Les composantes de développement local.....

3-2 les objectifs du développement local.....

Conclusion.....

Chapitre 2 : Gouvernance locale : concepts et définitions.....

Introduction.....

Section 1 : Gouvernance : origine et définition

1-1-présentation de la gouvernance.....

1-1-1-historique du concept.....

1-1-2-Définition de concept.....

1-1-3-Les indicateurs de la gouvernance selon la banque mondiale.....

1-1-4-Les acteurs de la gouvernance.....

1-2-Les différents types de la gouvernance.....

1-2-1 Gouvernance de l'entreprise.....

1-2-2- Gouvernance politique.....

1-2-3- Gouvernance stratégique.....

1-2-4 Gouvernance démocratique.....

1-2-5 Gouvernance globale.....

Section 2 : Gouvernance locale.....

2-1 Définition de la gouvernance locale.....

2-2 Types et les typologies des formes de gouvernance locale.....

2-2-1les Types de la gouvernance locale.....

2-2-2 typologie des formes de gouvernance locale.....

Section 3 : Indicateurs et caractéristiques de la gouvernance locale.....

3-1 Les indicateurs de la gouvernance locale.....

3-2 Les caractéristiques de la gouvernance.....

Conclusion.....

Chapitre 3 : Essai d'analyse de la relation développement local et gouvernance local.....

Introduction.....

Section 1 : Développement local et Gouvernance locale en Algérie : quelles relation.....

1-1 Développement local en Algérie.....	
1-1-1 La démarche algérienne vers le développement local.....	
1-2 La Gouvernance locale en algérie.....	
1-2-1 La politique algérienne de décentralisation	
1-3 Relation entre le développement local et Gouvernance locale en algerie.....	
1-3-1 Exigences du développement local et gouvernance.....	
Section 2 : présentation de l'enquête de terrain.....	
2-1-1 Les objectifs de l'enquête de terrain, la population cible et l'échantillonnage.....	
2-2-Présentation et structure de l'échantillon final.....	
2-3 Les outils méthodologiques de l'enquête.....	
2-3-1 Le questionnaire d'enquête.....	
2-3-2 Les entretiens.....	
Section 3 : Résultats et analyse de la gouvernance locale et développement local dans la commune de Bejaia.....	
3-1 L'approche du développement local.....	
3-2- l'approche de la gouvernance locale.....	
3-3 Interaction gouvernancelocale-développement local	
Synthèse et Résultats.....	
Conclusion Générale	
Bibliographie	
Liste des tableaux et figures	
Annexe	
Résumé	

Résumé

Résumé :

L'objectif de ce travail est d'apporter un éclairage sur la relation gouvernance locale-développement local. Celle-ci se situe dans le contexte de l'implication des acteurs locaux dans les dynamiques de développement, dans leur capacité à se mobiliser, à se coordonner et à prendre en charge la satisfaction de leurs besoins. Ici, il s'agit d'établir un état des lieux concernant les relations qu'entretiennent les acteurs entre eux et l'impact de ces dernières sur l'émergence d'une dynamique de développement dans la commune de Bejaia. Grâce à l'exploitation des données d'une enquête de terrain menée dans la commune de Bejaia, nous déterminons l'existence d'une gouvernance locale et l'impact de cette dernière sur les projets de développement local dans cette commune. Nous examinons aussi la nature des relations entretenues par les acteurs ainsi que le rapport de dominance dans la prise de décision exercé par ces derniers.

Mots clés : Gouvernance, territoire, développement local, acteur, coordination.

Abstract:

The objective of this work is to shed light on relationship between the locale governance and local development. There of is in the context of the involvement of local actors in the development dynamics, in their ability to mobilize, coordinate and support the satisfaction of their needs. Here, it is to establish an inventory on the relationships between actors and the impact of these relationships on the emergence of a dynamic development in the communicate of Bejaia. By exploiting data from a field survey conducted in the communicate of Bejaia, we determine the existence of locale governance and the impact of the latter on local development projects in this, communicate. We also examine the nature of relations maintained by the actors and the relationship of dominance in decision-making exercised by them.

Key words: Governance, territory, local development, actor, coordination.